



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO



Construisons
notre avenir
ensemble



RAPPORT ANNUEL 2025

DES RÉSULTATS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
EN RÉPUBLIQUE DU CONGO



ACBEF	Agence Congolaise de Bien Être Familial	NERF	Niveau d'Émission de Référence pour les Forêts
ADAM	Analyse des Données pour l'Alerte Multirisque	ODD	Objectifs de Développement Durable
AFD	Agence Française de Développement	OECD	Other Effective Area-Based Conservation Measures
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté	OFYF	Forum Forestier des Jeunes
BAD	Banque Africaine de Développement	OIT	Organisation Internationale du Travail
CAFI	Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CAIGP	Cadre d'Action Intégré de Gouvernance Publique	OSC	Organisation de la Société Civile
CAMU	Caisse d'Assurance Maladie Universelle	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CAPI	Computer Assistant Personal Interview	PCI	Prévention et Contrôle des Infections
CDN 3.0	Contribution Déterminée au niveau National	PCIMA	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
CDTA	Centre de Développement des Techniques Agricoles	PDEC	Parlement des Enfants du Congo
CEA	Commission Économique pour l'Afrique	PDL	Plan de Développement Local
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	PIB	Produit Intérieur Brut
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	PME	Petites et Moyennes Entreprises
CERF	Fonds d'intervention d'urgence des Nations Unies	PMI	Petites et Moyennes Industries
CNFI	Articles ménagers essentiels non alimentaires	PND	Plan National de Développement
CPD	Document de programme de pays	PNEF	Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration	PNJ	Politique Nationale de la Jeunesse
DMU	Dispositifs Minimums d'Urgence	PNLS	Programme National de Lutte Contre le Sida
DN	Données Non Disponibles	PNOT	Programme national d'optimisation de la trésorerie
DS	District Sanitaire	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
EAS	Enfants en Âge Scolaire	PRODIVAC	Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricoles
EDS	Enquête Démographique et de Santé	PROREP	Projet des Réformes Intégrées du Secteur Public
EHA/WASH	Eau, Hygiène et Assainissement / Water, Sanitation and Hygiene	PSRE	Plan Stratégique de la Réforme de l'État
eSIGL	Système d'Information de Gestion des Licences Electronique	PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant
ETVA	Enquête sur le Travail et la Vie Active	RENAPC	Réseau National des Associations des Positifs du Congo
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	RGPH-5	Recensement Général de la Population et de l'Habitation 5
FGVC/FLEGT	Forest Law Enforcement, Governance and Trade/Forêts, Gouvernance et Valeur Commerciale	SIG	Système d'Information Géographique
FOMADECIE BC	Forum Multi-Acteurs pour le Développement et la Conservation des Initiatives Environnementales du Bassin du Congo	SIGE	Système d'Information pour la Gestion de l'Éducation
GES	Gaz à Effet de Serre	SNPC	Société Nationale des Pétroles du Congo
GLPE	Groupe Local des Partenaires de l'Éducation	SNU	Système des Nations Unies
HIMO	Haute Intensité de Main-d'œuvre	SSN	Système Statistique National
ICAP	International Center for AIDS Care and Treatment Programs	SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique	TICE	Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement
INS	Institut National de la Statistique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation et la Science
IPM	Indice de Pauvreté Multidimensionnelle	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
LCOY	Conférence Locale des Jeunes	UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
LQAS	Lot Quality Assurance Sampling / Échantillonnage par assurance qualité par lots	UNICEF	Fonds International de Secours à l'Enfance des Nations Unies
MAM	Malnutrition Aigue Modérée	UNICONGO	Union Nationale des Indépendants du Congo
MASSAH	Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire	UNOC	United Nations Ocean Conference
MAUDELER	Ministère de l'Assainissement Urbain, du Développement Local et de l'Entretien Routier	VBG	Violences Basées sur le Genre
MEDDBC	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et du Bassin du Congo	VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrôme d'Immunodéficience Acquise
MEPPSA	Ministère de l'Enseignement Préscolaire, Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation	ZAP	Zone Agricole Protégée
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises		
MUAC	Mid-Upper Arm Circumference/Périmètre brachial		



MESSAGE DU COORDONNATEUR RÉSIDENT



L'année 2025 a été une période décisive pour la République du Congo, marquée par des avancées en gouvernance démocratique, en consolidation de la paix et en modernisation de l'administration publique. Dans un contexte préélectoral, le gouvernement a poursuivi la réforme du cadre électoral, renforcé le processus DDR et intensifié les efforts pour améliorer la cohésion sociale. Malgré ces progrès, des tensions sociales et des vulnérabilités persistantes montrent la nécessité d'accélérer les réformes structurelles.

En dépit d'un contexte économique peu favorable marqué par des contraintes budgétaires, suite au désengagement de certains Etats membres, le Système des Nations Unies (SNU) a renforcé son appui en soutenant la planification nationale, la réforme de la gestion publique, la production statistique, l'intégration des droits humains et la promotion de l'égalité de genre. Des avancées ont été enregistrées dans la protection des personnes âgées, des personnes handicapées et des femmes, ainsi que dans l'amélioration du cadre normatif sectoriel.

Sur le plan socioéconomique, malgré la réduction progressive du ratio dette/PIB, l'amélioration de la discipline budgétaire et les progrès du PNOT, la pauvreté reste élevée et la croissance demeure insuffisante pour réduire durablement les inégalités. La dépendance au pétrole et la vulnérabilité climatique rappellent l'urgence de diversifier l'économie et de renforcer la résilience nationale.

L'année a aussi été marquée par plusieurs crises humanitaires : arrivée de réfugiés du Maï Ndombe, inondations dans le nord, épidémies de choléra et de Mpox. En coordination avec le gouvernement, le SNU a apporté une réponse multisectorielle touchant plus de 72 000 personnes, couvrant la santé, la nutrition, le WASH, la protection sociale, l'éducation d'urgence et les transferts monétaires.

Des progrès importants ont été réalisés dans le développement humain : augmentation de la couverture vaccinale, amélioration de la santé maternelle et infantile, extension des cantines scolaires, renforcement des services WASH et des infrastructures éducatives, consolidation de la protection sociale, et promotion de l'entrepreneuriat, de l'agriculture et de l'autonomisation des femmes.

Ces résultats reposent sur un partenariat solide entre le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, la société civile, le secteur privé, les communautés et les institutions académiques, avec un rôle clé du Forum des Partenaires au Développement. Je tiens à saluer le leadership de la République du Congo, véritable champion du multilatéralisme dans les fora et instances des Nations Unies, à un moment où celui-ci est remis en cause. Au sein du SNU, la coordination interagence s'est renforcée, améliorant cohésion, performance et redevabilité.

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement, aux partenaires et aux communautés pour leur confiance renouvelée. Ensemble, nous continuerons à faire de la coopération un levier de transformation au service de toutes et tous, sans laisser personne de côté.



Abdourahamane Diallo

*Coordonnateur Résident des Nations Unies
République du Congo*



© By ONU Congo



ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

L'Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) en République du Congo accompagne le Gouvernement dans la mise en œuvre des priorités nationales de développement, en s'appuyant sur une collaboration étroite avec les

ministères et institutions publiques. Alignée sur l'UNDAF 2020-2026, cette coopération repose sur des principes de cohérence, d'efficacité et de redevabilité, guidant la mise en œuvre de programmes intégrés et orientés résultats.



25
AGENCES MOBILISÉES



PRIORITÉ :
POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES



APPROCHE :
1 STRATÉGIE UNIFIÉE



ENGAGEMENT :
AGENDA 2030 - "ne laisser personne de côté"

AGENCES
RÉSIDENTES

12



25
AGENCES
MOBILISÉES



**NATIONS
UNIES
RÉPUBLIQUE
DU CONGO**



13

AGENCES
NON RÉSIDENTES



TENDANCES DES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



SDG Index Rank

154/167

SDG Index Score

52.80

Spillover Score

89.39



Cliquez pour consulter les tendances des Objectifs de développement durable en République du Congo.



RÉPUBLIQUE DU CONGO EN BREF

Contexte politique et administratif

Indépendant depuis 1960, le Congo a connu plusieurs périodes d'instabilité jusqu'à la restauration progressive de la paix à partir de 1999. La Constitution du 25 octobre 2015 consacre un État de droit articulé autour de trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire.

Le pays compte depuis 2024, 15 départements subdivisés à leur tour en communes et arrondissements (cas de Brazzaville et de Pointe-Noire). Réélu en mars 2021, le Président Denis Sassou Nguesso conduit l'action gouvernementale axée sur la gouvernance institutionnelle et le développement socioéconomique, aux côtés du Premier ministre Anatole Collinet Makosso.

Contexte géographique et démographique



SUPERFICIE
342 000 km²



FAÇADE MARITIME
170 km



POPULATION TOTALE
6 142 180 habitants



POPULATION DE MOINS DE 18 ANS
2 897 034 - (soit 47,2 %)

Contexte socio-économique

Classée parmi les pays à revenu intermédiaire, la République du Congo affiche les indicateurs suivants selon l'Indice de Développement Humain (IDH) :



IDH (2021)
0,571



IDH (2023)
0,649



CLASSEMENT (2021)
153^e / 193 pays



CLASSEMENT (2023)
138^e / 193 pays



PIB PAR HABITANT (2024)
2 482 USD



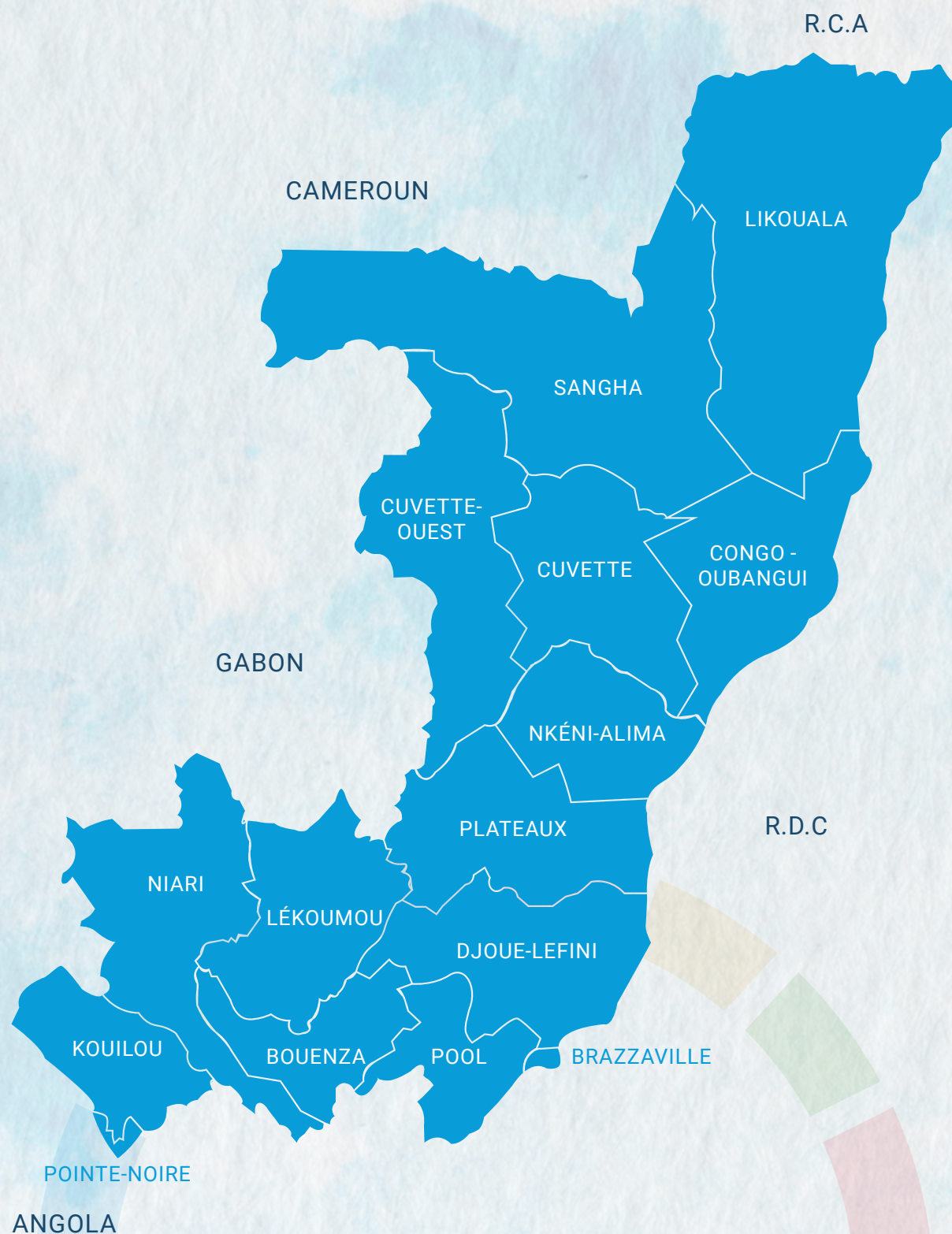
CROISSANCE DU PIB (2024)
2,6 %



CROISSANCE DU PIB (2025 - prévision)
2,9 %



TAUX DE PAUVRETÉ (estimation)
52 %





CONTEXTE GENRE, DROITS HUMAINS ET LNOB

En 2025, la République du Congo a enregistré des avancées juridiques majeures avec l'adoption de trois lois clés sur la procréation médicalement assistée, les droits des personnes âgées et les droits des personnes vivant avec handicap, renforçant l'alignement du pays aux standards internationaux et aux engagements du PND 2022–2026.

Cependant, des lacunes importantes persistent : absence de criminalisation du viol conjugal, interdiction de l'avortement, absence de lois sur la représentativité des femmes, et non opérationnalisation de la Politique nationale genre. Les inégalités économiques demeurent fortes, affectant particulièrement les femmes et les jeunes (76 % de la population), et les personnes vivant

avec handicap continuent de faire face à des obstacles d'accès aux services essentiels.

Les groupes les plus vulnérables notamment les populations autochtones, les femmes et filles exposées aux VBG, personnes handicapées, enfants non enregistrés, réfugiés, populations rurales enclavées et jeunes restent à haut risque d'être laissés pour compte.

Les progrès observés nécessitent désormais une mise en œuvre renforcée des réformes et un alignement accru des politiques sectorielles sur le principe LNOB, ainsi qu'une amélioration des données disponibles pour orienter des interventions inclusives fondées sur des preuves.



CONTEXTE SOCIO- ÉCONOMIQUE

En 2025, la République du Congo continue de faire face à des défis structurels de développement humain, avec 2,5 millions de personnes vivant sous 4,20 USD/jour et une pauvreté extrême stabilisée autour de 52 %. Malgré une espérance de vie de 65,8 ans et un taux brut de scolarisation primaire de 89 %, la croissance (2,9 %) demeure insuffisante pour améliorer les conditions de vie.

Les réformes en matière de gestion de la dette ont permis de réduire le ratio dette/PIB à 93,5 % en 2024 et de reprofiler près de 936 milliards FCFA via le PNOT. Le budget 2025 devrait dégager un excédent de 3 % du PIB, soutenu par l'augmentation des recettes non pétrolières et la maîtrise des dépenses. Toutefois, l'inflation atteindrait 4 %, sous l'effet des perturbations énergétiques et de la hausse des prix alimentaires.

La croissance reste freinée par un secteur non pétrolier faible, affecté par les pénuries d'énergie et un marché du travail peu dynamique. Le déficit courant devrait s'établir à 5,2 % du PIB, même si le secteur bancaire fait preuve de résilience.

Pour 2026–2027, la croissance moyenne attendue (3,1 %) serait tirée par la reprise pétrolière, l'expansion gazière et une nouvelle raffinerie. L'excédent budgétaire pourrait atteindre 3,6 % du PIB et la dette reculer à 81,1 % du PIB. Les gains sociaux resteront limités, la création d'emplois non pétroliers demeurant faible. L'économie reste exposée à des risques majeurs : volatilité pétrolière, tensions de liquidité, retards de réformes, chocs climatiques et contraintes de financement

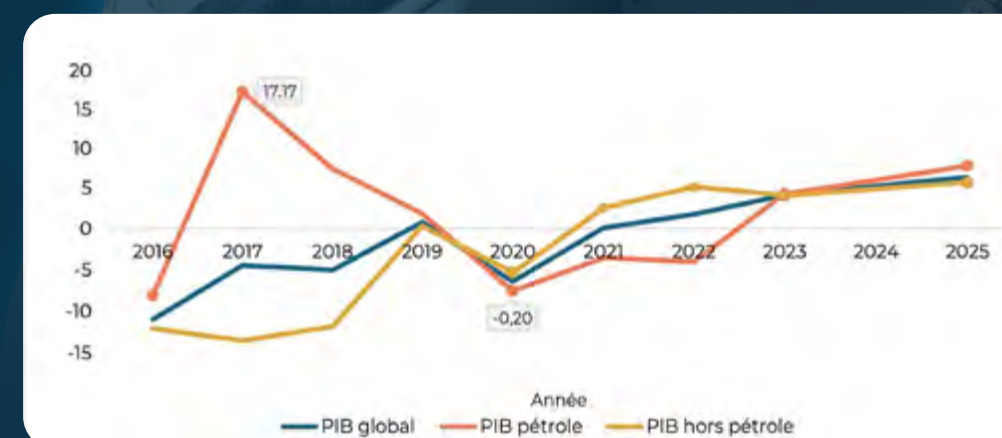
CROISSANCE ÉCONOMIQUE

2,9%: croissance (2025) 3,1%: croissance moyenne (2026–2027)

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

4%: inflation 5,2% DU PIB: déficit courant

Graphique 1: Croissance du PIB réel sur la période 2016-2025



Source : CCM



La République du Congo a été marquée en 2024–2025 par une succession de chocs humanitaires, afflux de plus de 14 800 réfugiés, épidémie de choléra, inondations majeures et détérioration économique qui ont aggravé la vulnérabilité des ménages et exercé une pression accrue sur un système alimentaire déjà fragile. Le SNU a assuré une réponse coordonnée, incluant des évaluations conjointes, un plan opérationnel validé par le MASSAH et une assistance multisectorielle couvrant santé, WASH, biens non alimentaires et aide alimentaire. Au total, 33 000 réfugiés ont été appuyés via transferts monétaires, 39 000 personnes sinistrées soutenues dans les zones inondées, et 4,1 millions USD ont été distribués directement aux ménages, grâce notamment à l’amélioration de l’alerte précoce via le système ADAM.



Malgré ces efforts, l’insécurité alimentaire demeure élevée avec 1,79 million de personnes affectées, près de la moitié des ménages consacrant plus de 65 % de leurs dépenses à l’alimentation et une disponibilité énergétique en baisse. En nutrition, les progrès tels que la réduction du retard de croissance à 16,3 % coexistent avec des défis persistants, dont une anémie élevée chez les femmes (46,7 %). Les interventions ont permis la prise en charge de 22 448 enfants et 12 480 femmes souffrant de MAM, ainsi que la prévention pour plus de 61 000 bénéficiaires dans 173 centres de santé. Pour 2026, les priorités porteront sur l’assistance basée sur la vulnérabilité intégrée à la protection sociale, le renforcement de l’alerte précoce et de la préparation communautaire, la stabilisation de la sécurité alimentaire via l’appui aux chaînes de valeur agricoles et l’intensification des actions nutritionnelles préventives pour les femmes et les enfants.

+14 800	Réfugiés (afflux)
33 000	Réfugiés appuyés
39 000	Personnes sinistrées soutenues
4,1 M USD	Aide distribuée
1,79 million	Personnes en insécurité alimentaire
+65%	Part des dépenses alimentaires des ménages
16,3%	Retard de croissance
46,7%	Anémie chez les femmes
22 448	Enfants pris en charge (MAM)
12 480	Femmes prises en charge (MAM)
+61 000	Bénéficiaires en prévention
173	Centres de santé impliqués

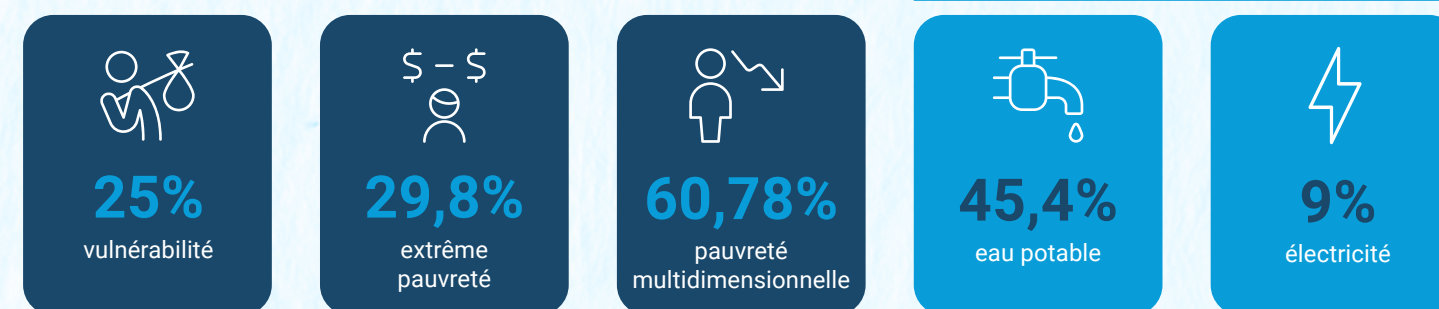


LA LIKOUALA, PILOTE DE LA CONVERGENCE

A l’issue de l’étude de sélection des zones de convergence, trois départements sur douze ont été retenus comme prioritaires, à savoir la Likouala, la Lekoumou et le Pool. En avril 2025, l’UNCT a décidé de concrétiser cette approche en effectuant une mission conjointe dans la Likouala, choisie comme zone pilote en raison de son niveau élevé de vulnérabilité et de son potentiel de transformation.

PROFIL & VULNÉRABILITÉ

355 046 habitants | 37 000+ réfugiés



le plus élevé du pays

+ FORTE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

MISSION DE TERRAIN (8–14 AVRIL 2025)

18 participants | 6 cadres gouvernementaux

- ✓ Couverture des axes **Enyellé–Bétou** et **Impfondo–Dongou–Epéna**
- ✓ Alignement avec le **PDL de la Likouala**

- ✓ Identification de **4 priorités**

Gouvernance locale	services sociaux de base
développement économique	désenclavement

PROGRAMMATION & INVESTISSEMENT

5 districts couverts | 4 résultats stratégiques | 41,9 M USD

Mise en place d’un programme conjoint pour accélérer la localisation des ODD, avec intégration prévue dans la planification des Nations Unies 2025.



RIPOSTE À L'ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA

La République du Congo a été touchée par une épidémie de choléra à partir de juillet 2025.

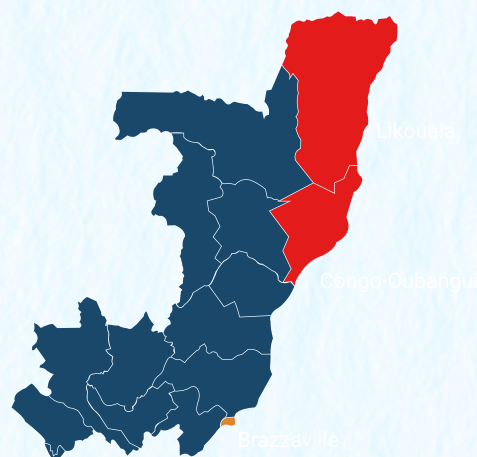
ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA

 **965**
CAS SUSPECTS

 **76**
CONFIRMÉS

 **87**
DÉCÈS

 **8,3%**
LÉTALITÉ



Congo-Ouango & Likouala
(**>11 % létalité**) avec Brazzaville
également affectée.

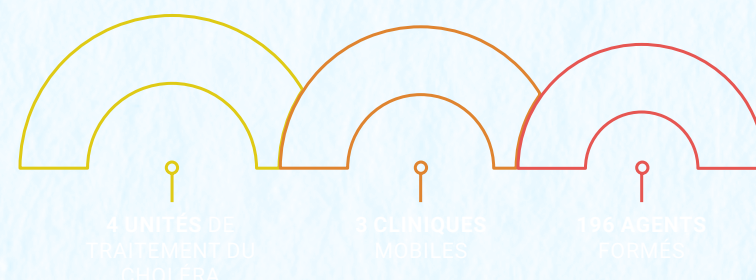
Fort exposition des enfants et
jeunes mais **létalité plus élevée**
chez les personnes âgées

 **80,5%**
DES DÉCÈS EN COMMUNAUTÉ
à cause des retards d'accès aux soins

RÉPONSE D'URGENCE (CERF)

 **1 M USD mobilisé**
pour la surveillance, la prise en
charge et la prévention.

 **75 000 personnes**
avec un accès rapide aux soins.



Impact : réduction du taux de létalité de **13% à 8%** dans les zones d'intervention.

RÉPONSE MULTISECTORIELLE

Le déploiement d'équipes SURGE dans les zones les plus affectées, ainsi que l'implication des agences onusiennes présentes dans le pays, ont contribué à une réponse multisectionnelle intégrée, incluant le renforcement des capacités de laboratoire, les interventions en eau, hygiène et assainissement (WASH) et la communication pour le changement de comportement.

✓ **133 170** personnes sensibilisées
✓ **101 250** comprimés de purification
d'eau distribués

Des progrès notables, mais un besoin
persistant de renforcer **la détection
précoce la référence rapide et l'accès aux
soins**



JEUNESSE, LA RICHESSE HUMAINE DU CONGO

PORTÉE & IMPACT GLOBAL

 **76%**
POPULATION DE MOINS DE 35 ANS

 **+150 000**
JEUNES RENFORCÉS

- éducation
- santé
- numérique
- leadership
- entrepreneuriat

#YOUTH2030

Réponse intégrée du SNU alignée sur le
PND 2020-2026 la stratégie Youth2030
et l'année de la jeunesse.

+100 000
SENSIBILISÉS SSR

13 390
DÉPISTÉS VIH

EMPLOYABILITÉ, ENTREPRENEURIAT & ÉGALITÉ

Accès renforcé aux opportunités économiques et à l'autonomisation

2 440
jeunes
(STAGI)

21 000
jeunes
en auto-emploi

2 082
jeunes
en apprentissage

500
jeunes filles
accompagnées
(Objectif Parité)

1 000
entreprises
formalisées

GOVERNANCE, PROTECTION & PERSPECTIVES

 Politique Nationale de la Jeunesse validée

 Référentiel national des compétences élaboré

 **Délinquance juvénile :**
Note conceptuelle pour l'opérationnalisation du centre
d'Aubeville validée et en cours d'exécution.

500 jeunes vulnérables accompagnés



PRIORITÉS :

mise à l'échelle, inclusion
(autochtones, handicap, rural)

leadership des jeunes dans l'action
climatique



ENVIRONNEMENT, L'OR VERT DU CONGO



Le 12 février 2026, la République du Congo a officiellement soumis sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0) à la CCNUCO, lors de l'atelier de lancement du processus d'élaboration de son plan d'action et d'investissement – marquant un engagement renouvelé dans la lutte contre les changements climatiques. Cette avancée illustre comment un leadership national fort, appuyé par une action onusienne cohérente associant le gouvernement, les agences (FAO, PNUE, PNUD) et les partenaires (CAFI, FVC), peut transformer des ambitions locales en résultats d'envergure planétaire.



Cette démarche illustre l'implication de longue haleine du Congo comme acteur clé du climat mondial. Déjà, le 16 avril 2025, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie pour l'Afforestation et le Reboisement (2027–2036), une initiative directement portée par le Congo depuis la Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR) organisée à Brazzaville en 2024. Le Système des Nations Unies a assuré une mobilisation cohérente – technique, financière et diplomatique – ayant permis d'élever une priorité nationale au rang d'agenda multilatéral mondial, avec notamment la participation de la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies à la CIAR.



Le Système des Nations Unies accompagne le Congo dans cette dynamique climatique conformément au pilier 4 du Plan Cadre de Coopération 2020–2026, en soutien à la protection de l'environnement, à la gestion durable des forêts et au renforcement des capacités de séquestration carbone du Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète. Cet engagement s'articule autour d'objectifs concrets : augmenter les surfaces forestières plantées, renforcer la biodiversité, et promouvoir une économie forestière durable.



En 2025, les Nations Unies ont poursuivi, dans les départements de la Likouala, la Lekoumou et la Bouenza, leur appui aux peuples autochtones à travers des actions visant à améliorer l'accès aux services essentiels, à protéger leurs droits et à renforcer leur participation aux processus décisionnels. Elles ont également soutenu des initiatives de développement inclusif et de gouvernance locale afin de promouvoir l'autonomisation des communautés autochtones dans la gestion durable de leurs terres et ressources. Un atelier de renforcement des capacités de 30 organisations de la société civile sur l'utilisation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PDNU) pour le plaidoyer environnemental fondé sur les droits humains, a été organisé les 1er et 2 octobre.



PARTENARIAT



En 2025, Les Nations Unies ont renforcé une coopération multidimensionnelle avec près de vingt (20) ministères et plusieurs institutions constitutionnelles pour appuyer les processus stratégiques nationaux, la participation du Congo aux instances internationales et le renforcement des capacités en gouvernance. La coordination du Forum des Partenaires au Développement (FPaD), présidé par le SNU, a consolidé le dialogue structuré Gouvernement Partenaires et l'efficacité de l'action collective à travers ses sept (07) groupes sectoriels. Le financement du Cadre de coopération a été soutenu par des partenariats financiers et non financiers mobilisant huit partenaires bilatéraux, huit fonds mondiaux et trois institutions financières internationales. Le partenariat avec

le secteur privé s'est intensifié, notamment grâce à la collaboration avec UNICONGO et l'UNOC, au financement d'ENI et à l'implication de plus d'une dizaine d'entreprises, ainsi qu'à la coopération opérationnelle avec les organisations de producteurs, dont PRODIVAC. La coopération Sud Sud s'est traduite par des appuis du Brésil pour les politiques agricoles et l'accès aux marchés, par l'accompagnement des pays du Bassin du Congo dans la mise en place de la Radio Télévision régionale et par des financements IBSA. Le dialogue avec la société civile, les universités et les instituts de recherche s'est accru, mobilisant OSC, organisations de jeunes et de femmes, universités nationales et centres de recherche tels que l'INRA, la Cité Scientifique et ARCAI.

Tableau 1: Principaux partenaires financiers et non financiers mobilisés pour la mise en œuvre du cadre de coopération

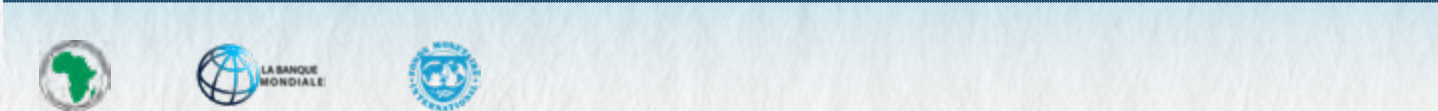
9 PARTENAIRES BILATÉRAUX



11 FONDS MONDIAUX / VERTICAUX



3 INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES





PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE COOPÉRATION

© By OMS Congo



EFFET 1 : GOUVERNANCE



■ AGENCES IMPLIQUÉES



D'ici 2026, les populations bénéficient d'un système de gouvernance amélioré sur le plan institutionnel, démocratique, des droits humains, administratif et économique pour un développement inclusif et participatif, la consolidation de la paix et de l'effort humanitaire.

GOUVERNANCE PUBLIQUE

Application de 22 recommandations de l'EPU et du CEDAW sur une cible de 20 recommandations en 2025, notamment en matière d'égalité de genre, de santé, de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et de protection sociale.

DROITS HUMAINS

Vision Congo Digital 2025 s'est poursuivie, tandis que de nouveaux instruments stratégiques ont été adoptés pour soutenir l'inclusion financière, les PME et le relèvement post-catastrophes.

MODERNISATION ADMINISTRATIVE

Lancement du Programme de Désarmement, démobilisation et Réintégration des ex-combattants (DDR) combiné à l'appui au Haut-Commissariat à la réinsertion des ex-combattants

CONSOLIDATION DE LA PAIX

Tableau 2: Indicateurs liés à l'effet 1



Indicateur	Valeurs/Baseline	Valeurs/Cible 2025	Valeurs/Atteinte 2025
IE 1 : Pourcentage des recommandations mises en œuvre en rapport avec celles formulées par les organes des traités internationaux de protection des droits de l'homme, conventions internationales du travail ratifiées par le Congo et acceptés par le gouvernement	37 (pour le 6è rapport CEDAW 2012)	8.6%	9,5% soit 22 recommandations mises en œuvre sur 232 recommandations acceptées
IE 2 : Dépenses effectives du Gouvernement en proportion du budget initial approuvé (ODD16.6.1)	0	5	ND
IE 3 : Proportion des postes dans les institutions publiques (par sexe, âge, situation au regard du handicap et groupes de population) par rapport à la répartition nationale (ODD 16.7.1)	ND	ND	ND
IE 4 : Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique	40.3 (2018)	39.7	45è sur 54 pays africains pour l'Indice Mo Ibrahim, avec un score global de 39,7.





Produit 1.1 Les institutions étatiques et non étatiques et les organisations de la société civile ont les capacités techniques et opérationnelles renforcées pour appliquer efficacement les normes et outils de la bonne gouvernance dans leurs domaines de compétences, y compris pour lutter contre les normes socioculturelles discriminatoires à l'égard des femmes et d'autres groupes vulnérables.



En 2025, les capacités de 200 acteurs clés, dont des parlementaires, des représentants de ministères, d'organisations de la société civile et du secteur privé, ont été renforcées en gouvernance multisectorielle, nutrition, droit à l'alimentation et processus budgétaire. Cette initiative a conduit à l'adoption d'une feuille de route 2025–2026 visant à promouvoir l'intégration de la nutrition dans les budgets et à mettre en place un mécanisme national de suivi-évaluation.



450 Journalistes et professionnels de médias formés à l'utilisation de l'IA dans les médias, 50 femmes journalistes formées sur la couverture des processus électoraux fondée sur la paix, les droits humains et le genre, et 100 jeunes étudiants en journalismes formés sur l'EMI et la lutte contre la désinformation.



Les réformes du secteur financier ont progressé avec la finalisation de deux cadres stratégiques majeurs : le Plan d'amélioration des performances de la microfinance et la Stratégie nationale d'inclusion financière, mobilisant un large réseau d'expertise nationale

Les avancées en matière d'inclusion se traduisent par des résultats concrets :



34 Organisations de la société civile accompagnées
Organisations soutenues dans leurs activités



5200 Personnes mobilisées
Individus engagés dans des normes sociales égalitaires

Les actions du Système des Nations Unies ont renforcé la cohésion sociale et la prévention des violences à travers :



Enfin, la validation participative de la Politique nationale de la jeunesse et de l'éducation civique a consolidé la gouvernance publique en faveur de la jeunesse et renforcé la cohérence des interventions nationales.

Tableau 3: Indicateurs liés du produit 1.1

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'institutions étatiques et d'organismes non étatiques dont le personnel est formé sur les normes et standards de la bonne gouvernance	3	3	7
IE 2 : Nombre des Ministères mettant en œuvre des plans et programmes d'action visant à se conformer aux normes et standards de bonne gouvernance	7	12	7
IE 3 : Existence d'outils élaborés permettant la mobilisation de financement du PND et des ODD.	1	2	1
IE 4 : Nombre des organisations de la société civile et des communautés formées qui appliquent les normes socioculturelles et de genre	5	7	34



Produit 1.2. Le système statistique national dispose des capacités renforcées de production des données fiables, désagrégées et sensibles aux droits humains pour le suivi et l'évaluation du PND, des politiques publiques et des progrès vers l'atteinte des ODD

En 2025, le Congo a renforcé de manière significative son Système Statistique National (SSN) grâce à la modernisation des outils de collecte et de traitement des données, notamment l'adoption élargie du CAPI (Computer Assistant Personal Interview), qui a amélioré la rapidité, la fiabilité et la sécurité des opérations statistiques. Les capacités techniques ont été consolidées à travers la formation de cadres à la production de l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) et à l'élaboration des projections démographiques du RGPH 5, permettant à 43 cadres d'acquérir des compétences avancées. Des rapports thématiques essentiels ont été produits, notamment sur la situation des enfants, les données d'état civil, l'agriculture et les zones à potentiel aquacole, améliorant la disponibilité de données sectorielles fiables.

Tableau 4: Indicateurs liés du produit 1.2

Indicateur	Valeurs/Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre de structures appuyées ayant produit des données statistiques désagrégées pour le suivi des ODD	3 (2022)	2	1
IE 2 : Nombre de documents statistiques produits	1	4	2
IE 3 : Nombre de rapports thématiques du RGPH-5 publiés	0	2	2
IE 4 : Nombre d'enquêtes ménages réalisées	0	2	1
IE 5 : Nombre d'études et évaluations réalisées	0	2	4
IE 6 : Nombre de personnes formées sur la nouvelle méthodologie des enquêtes ETVA	800	1000	ND
IE 7 : Nombre d'enquête ETVA réalisées	0	1	ND



“On voit des progrès dans la gouvernance. Les décisions sont plus inclusives, et on se sent davantage impliqués.”



Produit 1.3. Les institutions publiques, les OSC et les acteurs locaux disposent des capacités opérationnelles renforcées et des mécanismes appropriés pour assurer la protection accrue des droits de l’homme, la prévention et la lutte contre toutes les formes de discrimination et de criminalité, l’accès équitable à la justice et la gestion de crises

En 2025, le SNU a renforcé les mécanismes de promotion, de suivi et de protection des droits humains à travers des formations, des actions de sensibilisation aux VBG et des initiatives de consolidation de la paix.

Le projet « Coalition EPU » a permis de renforcer les capacités de **50 OSC** pour le suivi des recommandations du 4e cycle. En parallèle, la CNDH, la Cour des comptes, le Comité interministériel de réforme budgétaire et **24 ONG** ont intégré les droits humains et le plaidoyer environnemental dans leurs actions.



La coordination multisectorielle a été consolidée, améliorant la cohérence des interventions en justice, protection, VBG et sécurité communautaire, et renforçant le lien avec les populations vulnérables.

L'accès à la justice s'est amélioré grâce à la formation de **28 magistrats et auxiliaires de justice** à Brazzaville sur les VBG, incluant la loi Mouebara, le genre et les cadres juridiques internationaux.

Deux campagnes nationales ont touché plus de **40 000 personnes** dans plusieurs départements, autour de la prévention et de la réponse aux VBG, incluant la loi Mouebara et la promotion de la masculinité positive.

Enfin, le lancement du programme DDR et l'appui au Haut-Commissariat ont renforcé la consolidation de la paix. Le projet Ta Toungueno a ciblé **20 000 bénéficiaires**, dont **7 500 ex-combattants**, avec **711 personnes identifiées** et **40 groupements socio-économiques** structurés à Kinkala.

Tableau 5: Indicateurs liés du produit 1.3

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'institutions étatiques et non étatiques ayant bénéficié d'une formation pour le renforcement des capacités à lutter contre les violations des droits de l'homme	20	50	54
IE 2 : Nombre d'organisations et Réseaux de jeunes formés sur la culture de la paix et la cohésion sociale, y compris la sécurité foncière et immobilière pour la consolidation de la paix	27	30	ND
IE 3 : Nombre d'auxiliaires de justice et de magistrats nouvellement formés sur les questions de genre et des violences basées sur le genre.	1	100	28
IE 4 : Nombre d'institutions étatiques et non étatiques formées sur la prévention et à la réponse aux violences basées sur le genre	11	50	90
IE 5 : Nombre de campagnes de Communication/ sensibilisation sur la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre y compris sur la loi MOUEBARA portant lutte contre les violences faites aux femmes.	3	5	2
IE 6 : Nombre d'enfants exerçant les pires formes de travail	ND	50	ND





Produit 1.4 : Les institutions publiques, les agents de l’État et des collectivités locales ont les capacités techniques renforcées pour appliquer les réformes en matière de programmation, de planification, de suivi et évaluation, de transparence et de redevabilité dans la gestion des finances publiques et assurer la digitalisation des processus administratifs visant à améliorer la qualité du service public.

En 2025, la République du Congo a franchi des étapes décisives dans la modernisation de son administration publique à travers l’adoption du budget programme par l’ensemble des départements ministériels.

Le Système des Nations Unies a accompagné cette dynamique en soutenant la mise en place d’un cadre intersectoriel de concertation, plaçant

les droits de l’enfant au cœur des politiques publiques et améliorant la cohérence des interventions gouvernementales.

Sur le plan de la redevabilité, le Cadre d’Action Intégré de Gouvernance Publique (CAIGP), qui vise à faciliter l’accès aux services et la publication des données administratives, a été élaboré et validé.



Tableau 6: Indicateurs liés du produit 1.4

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre de ministères ayant des capacités renforcées disposent des budgets programme	30	35	37
IE 2 : Nombre des administrations publiques disposant des capacités techniques et technologiques améliorant la qualité du service public	0	7	ND
IE 3 : Nombre de ministères ayant des capacités renforcées en matière de planification stratégique et de mobilisation des ressources	30	35	37



Produit 1.5 : Les ministères et les collectivités locales disposent des capacités techniques et financières pour formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques et les programmes ainsi que les plans de développement local, basés sur les droits de l’homme et visant l’accélération de l’atteinte des ODD au niveau national et local.

Durant l’année 2025, le SNU a contribué au renforcement d’une culture nationale de l’évaluation à travers l’organisation des premières Journées congolaises de l’évaluation. Cette initiative contribue à favoriser l’utilisation systématique de données probantes dans la planification sociale et à renforcer le dialogue intersectoriel autour d’un langage commun axé sur les résultats.

Au niveau de la **Likouala**, une plateforme de coordination et de suivi de la mise en œuvre du plan de développement local (2025-2029) a été développé. Cette plateforme a permis de faire une cartographie des partenaires au développement présents dans le département, d’établir les contributions par secteur et

par rapport aux axes prioritaires du PDL et d’identifier les gaps de financement à mobiliser. L’introduction d’outils de suivi évaluation a amélioré la cohérence territoriale, malgré des ressources locales limitées.

Au profit de la **commune d’Oyo**, le plan de développement local (PDL 2026-2030) a été élaboré à travers un processus participatif et inclusif (élus locaux, services techniques, OSC, femmes, jeunes et acteurs économiques,). Ce processus a été réalisé dans une dynamique de réduction des couts et des délais par l’utilisation d’outils innovants tout en assurant une cohérence entre les priorités nationales et locales ainsi que l’atteinte des ODD.

Tableau 7: Indicateurs liés du produit 1.5

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d’institutions publiques et d’OSC disposant de capacités techniques en évaluation des politiques publiques	0	5	ND
IE 2 : Nombre de départements qui adoptent et appliquent systématiquement des outils et des pratiques de suivi et d’évaluation des plans de développement local, notamment en matière d’urbanisme et d’aménagement	3	6	1
IE 3 : Nombre de PDL et Documents de planification élaborés et mis en œuvre	1	4	1



LEÇONS APPRISSES

Plusieurs enseignements structurants émergent de l'analyse des interventions du SNU. Les approches conjointes entre agences du Système des Nations Unies se sont révélées particulièrement efficaces, notamment dans les domaines du DDR, des statistiques, de la cohésion sociale et du renforcement institutionnel. La mutualisation des expertises, la coordination opérationnelle et la complémentarité des mandats ont renforcé l'efficacité et la cohérence des appuis.

La mobilisation communautaire, l'implication des organisations de la société civile et l'institutionnalisation progressive des mécanismes locaux se sont imposées comme des leviers essentiels pour assurer la durabilité des réformes et favoriser une meilleure appropriation par les populations.

L'expérience confirme également l'importance de renforcer les capacités techniques des administrations, tant centrales que déconcentrées, de promouvoir l'usage systématique des données dans la prise de décisions et d'accélérer la digitalisation des services publics pour améliorer la transparence, la redevabilité et la modernisation de la gouvernance.

L'adossement des actions de communication et de sensibilisation à des temps forts internationaux, combiné à une approche thématique intégrée (droits des femmes, prévention des VBG, cadre légal et masculinité positive) et à un déploiement territorial élargi, permet d'amplifier significativement la portée et l'impact des messages, tout en favorisant une meilleure appropriation communautaire et un changement progressif des normes sociales.

Enfin, la consolidation d'un financement coordonné et pluri-acteurs apparaît comme un facteur déterminant pour soutenir les réformes, garantir la continuité des actions et maximiser l'impact des investissements publics.

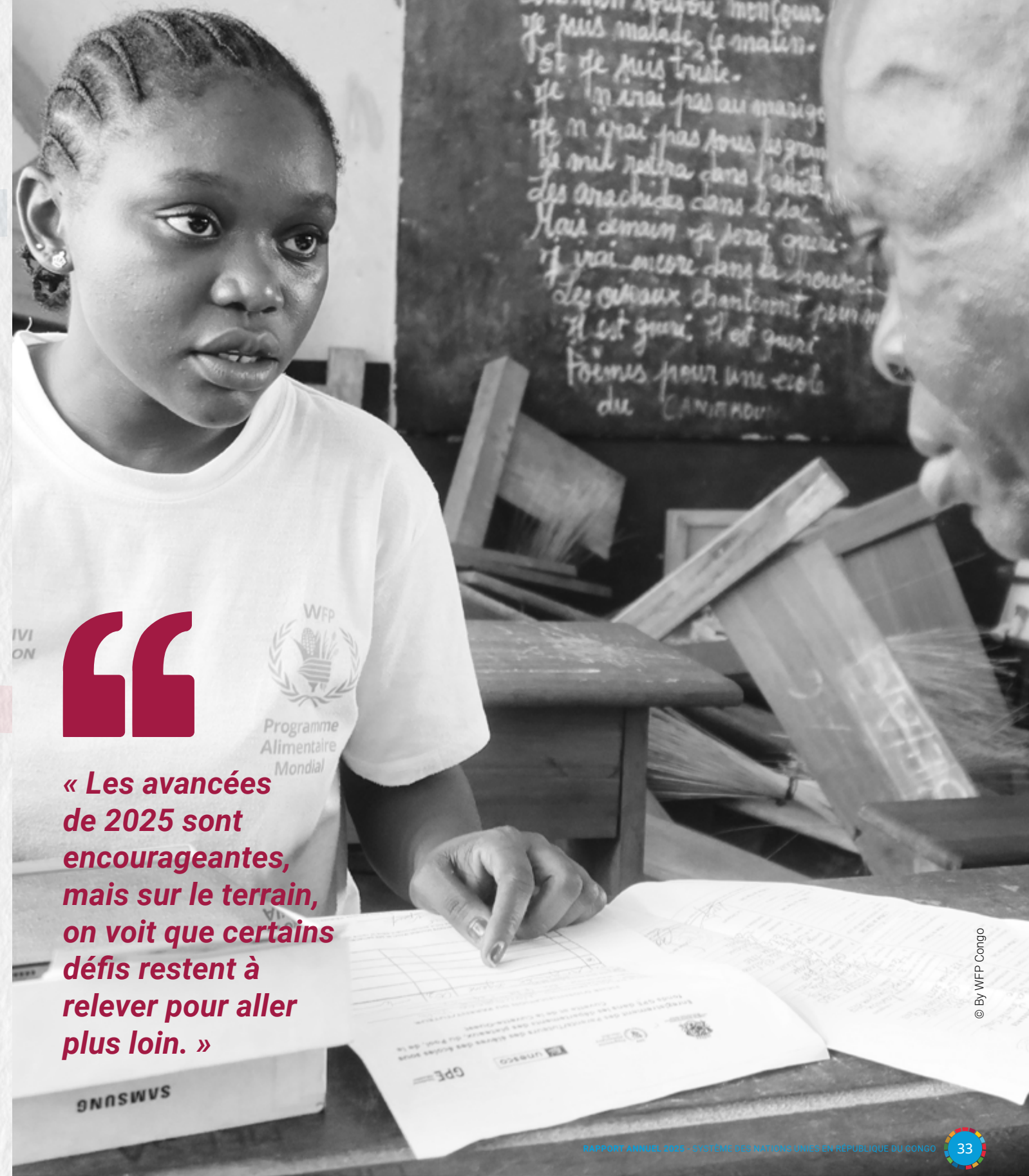
CONCLUSION

Les résultats atteints en 2025 témoignent de progrès significatifs dans le renforcement de la gouvernance démocratique, la cohésion sociale, la protection des droits humains, la production statistique et la modernisation administrative. Les bases d'une gouvernance plus transparente, inclusive et participative ont été solidement posées grâce aux efforts conjoints du SNU, des institutions nationales et des acteurs locaux.

Toutefois, les défis persistants notamment les limites institutionnelles, les contraintes financières, la faiblesse des infrastructures numériques, l'insuffisance des données consolidées et les obstacles socioculturels soulignent la nécessité d'intensifier les efforts au cours des prochaines années.



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO



« Les avancées de 2025 sont encourageantes, mais sur le terrain, on voit que certains défis restent à relever pour aller plus loin. »



EFFET 2 : ÉDUCATION

■ AGENCES IMPLIQUÉES



D'ici 2026, les enfants (filles et garçons), les jeunes et adultes (hommes et femmes), les personnes handicapées dans les zones ciblées ont un accès accru aux services éducatifs inclusifs et de qualité dans les systèmes formel et non formel, et en particulier l'éducation à la santé et au bien-être.

En 2025, les interventions du SNU et de ses partenaires ont généré des avancées mesurables dans le secteur éducatif au Congo.



25 ÉCOLES

Eau et Sanitaires

ont été équipées en points d'eau et infrastructures sanitaires, accompagnées de la construction de classes préprimaires.



+300 000

supports pédagogiques

et 15 622 kits scolaires ont été distribués.



+1 000

Enseignants et encadreurs

formés aux TICE, à la pédagogie numérique et à l'approche par compétences.

Le programme d'alimentation scolaire a connu une forte expansion :



515

Écoles couvertes



121 052

élèves bénéficiaires de repas scolaires et des apprentissages.

En matière d'inclusion et d'accès à l'éducation :

Maintien de la scolarisation des enfants autochtones, réfugiés et vulnérables grâce à des dispositifs combinant kits éducatifs, enseignement à distance et interventions d'urgence.

Le développement de la petite enfance a également été renforcé :



15

nouvelles classes préprimaires



25

salles équipées



80

cadres formés

Enfin, les actions en santé et bien-être des jeunes ont été consolidées :



600

professionnels formés

Déploiement de campagnes numériques (dont l'application Hello Ado) ayant touché plusieurs milliers de jeunes, contribuant à la prévention des grossesses précoces, du VIH/IST, des VBG et du cyberharcèlement.



© By PNUD Congo

Tableau 8: Indicateurs liés à l'Effet 2

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Taux net de scolarisation par niveau d'étude et par sexe	96,5%	96,5%	96,5%
IE 2 : Taux de rétention par niveau d'étude et par sexe	95%	85%	95%
IE 3 : Proportion d'enfants et de jeunes a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe (ODD4.1-1)	46,6%	46,6%	46,6%
IE 4 : Taux d'achèvement des filles et garçons au primaire/secondaire	91%	91%	91%



Produit 2.1 : Le système éducatif dispose des capacités renforcées pour offrir des services éducatifs inclusifs, équitables et de qualité incluant l'éducation au bien-être dans un environnement sain et exempt de toutes les formes de violences particulièrement pour les plus vulnérables.



Avec l'appui du SNU, le système éducatif congolais a renforcé en 2025 ses capacités pédagogiques et institutionnelles, notamment grâce à la formation de plus de 600 enseignants et à la diffusion de modules sur la santé, la nutrition, le bien être, les VBG et le climat.

15 622

kits scolaires distribués pour plus d'équité

387

acteurs formés au numérique pour améliorer les apprentissages



L'éducation inclusive a progressé avec la validation de la Politique nationale de la jeunesse (PNJ), la mise en place de cantines scolaires pour plus de 19 000 élèves et le renforcement des actions de prévention des violences et de promotion de la santé, mentale et au bien-être. Les outils numériques, dont l'application **Hello Ado**, ont permis de sensibiliser des milliers de jeunes et de réduire les facteurs de vulnérabilité.



La participation des jeunes s'est accrue via U Report, avec cinq sondages nationaux orientant directement les interventions programmatiques. L'engagement des jeunes dans la lutte contre le changement climatique s'est renforcé au travers de la LCOY, du Forum forestier des jeunes et de leur participation à la COP30.



Enfin, l'équité éducative s'est améliorée grâce à la construction de classes préscolaires dans les zones enclavées (Plateaux et cuvette-ouest) et au soutien accru aux enfants autochtones, réfugiés et affectés par les crises climatiques, même si le renforcement des cadres stratégiques demeure essentiel pour consolider ces acquis d'ici 2026.

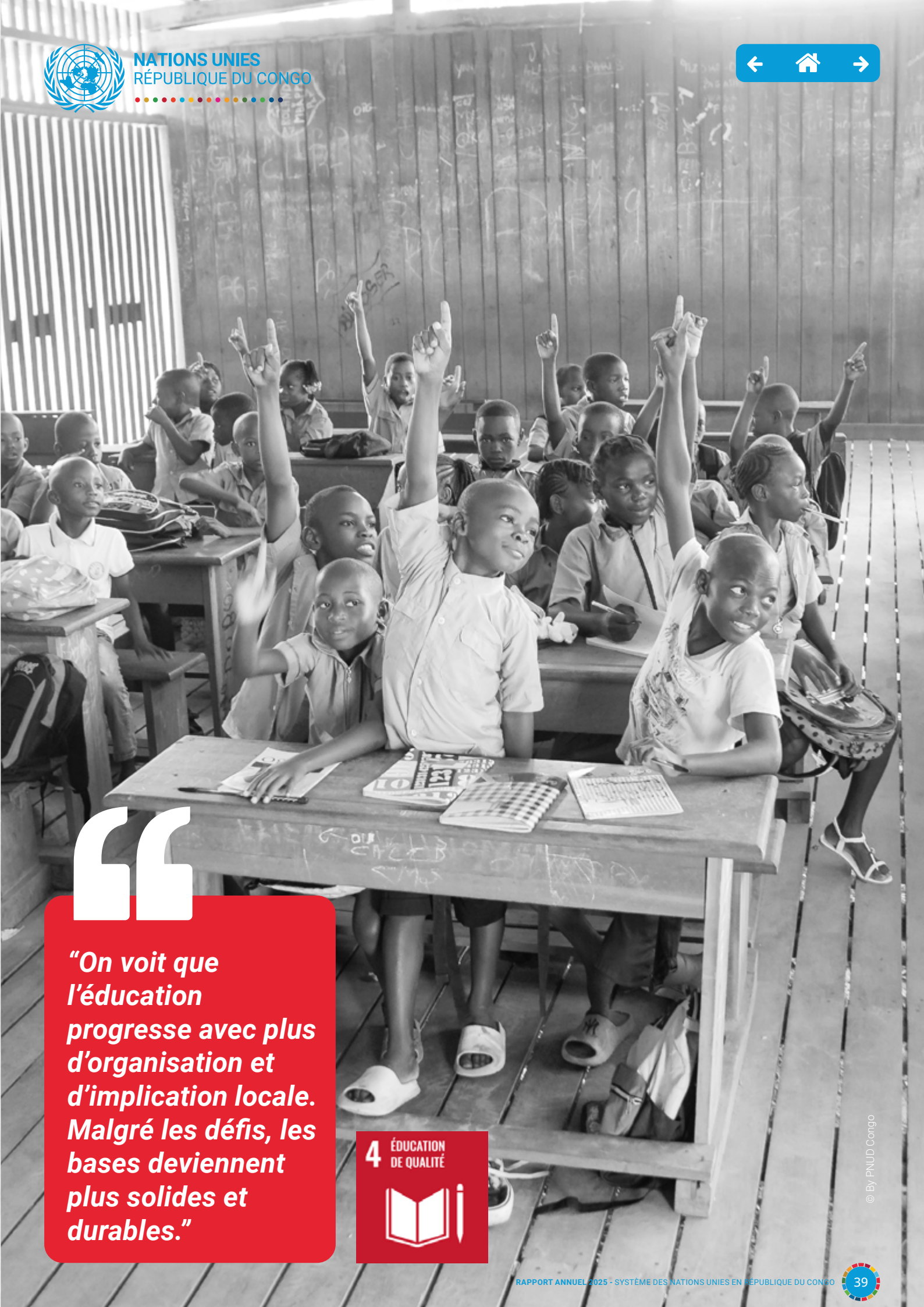
Tableau 9: Indicateurs liés du produit 2.1

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'enseignants ayant acquis des compétences sur les TICE	150	160	154
IE 2 : Nombre d'élèves qui interagissent sur la plateforme numérique Learning Passeport	8453	12 200	688
IE 3 : Nombre d'éducateurs du préscolaire qui pratiquent les activités d'éveil de l'enfant dans les centres d'éducation préscolaire et dans les classes pré primaires.	198	200	80
IE 4 : Nombre d'enseignants du primaire qui pratiquent la pédagogie de remédiation des élèves en difficulté d'apprentissage en français, en mathématiques et en sciences.	180	430	387
IE 5 : Nombre d'écoles qui disposent des cantines scolaires.	452	452	515
IE 6 : Nombre d'enfants qui reçoivent chacun des repas scolaires.	117945	105 000	121 052
IE 7 : Nombre de kits scolaires distribués aux élèves du primaire.	48061	3500	15 622
IE 8 : Nombre de centres d'éducation préscolaire qui reçoivent les matériels d'apprentissage précoce	70	80	25
IE 9 : Nombre des élèves qui ont acquis des compétences nécessaires pour participer à la préservation de l'environnement scolaire	60	120	120
IE 10 : Nombre d'enseignants formés qui améliorent les acquis des élèves sur l'éducation environnementale.	187	500	500
IE 11 : Nombre de clubs scolaires qui participent à la prévention et la lutte contre les violences en milieu scolaire.	137	400	132
IE 12 : Existences des textes relatifs à la création et au fonctionnement des COGES dans les établissements scolaires	Non	Oui	Oui
IE 13 : Nombre d'enseignants des départements de la Likouala, des Plateaux et du Pool ayant reçu un appui en matériel de collecte de données statistiques sur l'éducation dans les zones affectées par les réfugiées	35	30	30
IE 14 : Nombre d'élèves réfugiés et population vulnérable du primaire et du secondaire inclus dans le système éducatif des départements des Plateaux, de la Likouala et du Pool	29000	29000	29136

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 15 : Nombre de partenaires du secteur privé et des partenaires au développement ayant financé l'accès à une éducation de qualité des élèves réfugiés et des populations vulnérables dans les départements des Plateaux, de la Likouala et du Pool	1 ¹	1	1
IE 16 : Nombre d'encadreurs pédagogiques et d'enseignants formés dans la pratique de la classe, l'éducation à la santé et au bien-être, l'enseignement de la lecture et de l'écriture, l'apprentissage numérique, l'éducation à la nutrition et la santé et sur l'éducation sur le changement climatique.	0	100	100
IE 17 : Nombre de cahiers d'activités et manuels scolaires de français et mathématiques distribués	0	302 000 ²	302 000
IE 18 : Nombre d'enseignants en cours de formation (ENI, CNFICE) et de personnel éducatif formés à l'ECS et à la prévention de la violence à l'école afin d'améliorer les résultats d'apprentissage et de répondre aux besoins émergents	0	500	500



¹ Données fournies uniquement par l'UNESCO ² Ce chiffre est reparti en 52 000 manuels et 250 000 cahiers



“On voit que l'éducation progresse avec plus d'organisation et d'implication locale. Malgré les défis, les bases deviennent plus solides et durables.”

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Produit 2.2 : Le système éducatif dispose des capacités institutionnelles, techniques et pédagogiques renforcées pour offrir une formation professionnelle et technique de qualité adaptée aux besoins du PND 2022 - 2026.

Le système de formation technique et professionnelle du Congo a enregistré des progrès significatifs grâce aux efforts conjoints du SNU et des partenaires nationaux, en renforçant les capacités pédagogiques et institutionnelles. Plus de 387 acteurs ont été formés aux TICE, à la remédiation et au mentorat, tandis que les centres d'apprentissage numérique ont modernisé les pratiques et soutenu l'alignement des curricula sur les compétences prioritaires.

La consolidation des liens entre formation et marché du travail s'est accélérée grâce à l'opérationnalisation des centres numériques et à la validation technique de la Politique nationale de la jeunesse, renforçant l'employabilité des jeunes.

La co création de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation avec les acteurs tripartites a permis de définir une vision commune pour un emploi inclusif et productif.

L'identification des besoins en compétences du secteur agricole via la méthodologie STED a abouti à une analyse actualisée des métiers, une nomenclature sectorielle et des fiches de référence pour ajuster les curricula.

Un cadre de collaboration opérationnel a été instauré entre centres de formation, services de l'emploi et partenaires, facilitant la mise en place de cellules d'appui à l'insertion professionnelle. Enfin, l'inclusion s'est renforcée grâce à la distribution élargie de matériel éducatif et à la formation accrue des éducateurs, même si des retards stratégiques soulignent la nécessité d'accélérer les réformes d'ici 2026.

Tableau 10: Indicateurs liés du produit 2.2

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'inspecteurs et d'enseignants formés	0	100	120
IE 2 : Nombre d'élèves qui interagissent sur la plateforme numérique Learning Passeport	0	1	0
IE 3 : Nombre d'éducateurs du préscolaire qui pratiquent les activités d'éveil de l'enfant dans les centres d'éducation préscolaire et dans les classes pré primaires.	0	0	ND





Produit 2.3 : Le système éducatif dispose des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques renforcées pour assurer une gouvernance efficace et efficiente du secteur et pour faire face aux crises et aux catastrophes garantissant la continuité pédagogique.



La gouvernance éducative du Congo s’est renforcée en 2025 avec la consolidation du Système d’Information pour la Gestion de l’Éducation (SIGE) et la reprise régulière de la production des annuaires statistiques des trois ministères en charge de l’éducation. Les annuaires 2022 2023 sont finalisés et ceux de 2023 2024 et 2024 2025 en cours, améliorant la disponibilité des données pour la planification sectorielle.



Le renforcement des capacités de 200 parlementaires sur l’ODD 4 a permis d’améliorer la redevabilité et le suivi des politiques éducatives.



Le plaidoyer conjoint du SNU a conduit à la création, par décret présidentiel en novembre 2025, d’une Task Force Cantine Scolaire sous la supervision du Premier ministre, assurant une meilleure coordination et une mise à l’échelle du programme national d’alimentation scolaire.



La résilience du système éducatif face aux crises s’est accrue grâce aux dispositifs d’enseignement à distance, dont les radios éducatives, les supports numériques et les campagnes communautaires, garantissant la continuité pédagogique lors des inondations et de l’épidémie de choléra.



Enfin, l’amélioration de la gestion des données et de la gouvernance sectorielle a renforcé l’équité dans l’allocation des ressources, contribuant à réduire les disparités régionales et sociales.

Tableau 11: Indicateurs liés du produit 2.3

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre des acteurs pédagogiques ayant acquis des compétences dans la gestion des données scolaires en lien avec les crises humanitaires	0	250	116
IE 2 : Nombre de réfugiés et de population hôte qui bénéficient de l’assistance humanitaire	30 450	30 450	33 491
IE 3 : Nombre d’annuaires statistiques produits	3	3	3
IE 4 : Nombre de documents d’orientation stratégiques adoptés	1	50	90
IE 5 : Nombre de revue conjointe du secteur de l’éducation organisée	0	1	0
IE 6 : Nombre de kits distribués	15 622	15 622	15 622



LEÇONS APPRISES

L’accélération de la mise en œuvre requiert un renforcement structuré de la planification en amont, une coordination multisectorielle plus efficace et la simplification des procédures. Parallèlement, la mobilisation accrue des ressources nationales et le renforcement des mécanismes de gouvernance demeurent essentiels pour garantir la durabilité des investissements.

L’implication active des communautés, l’engagement des autorités locales et la participation citoyenne des adolescents se révèlent être des facteurs clés pour améliorer l’accès, la qualité et l’équité des services éducatifs. De même, une concertation proactive, inclusive et multi acteurs entre les parties prenantes dans l’élaboration des politiques publiques, appuyée par un accompagnement

technique, a favorisé une appropriation nationale accrue et facilité des processus de validation plus fluides, cohérents et consensuels.

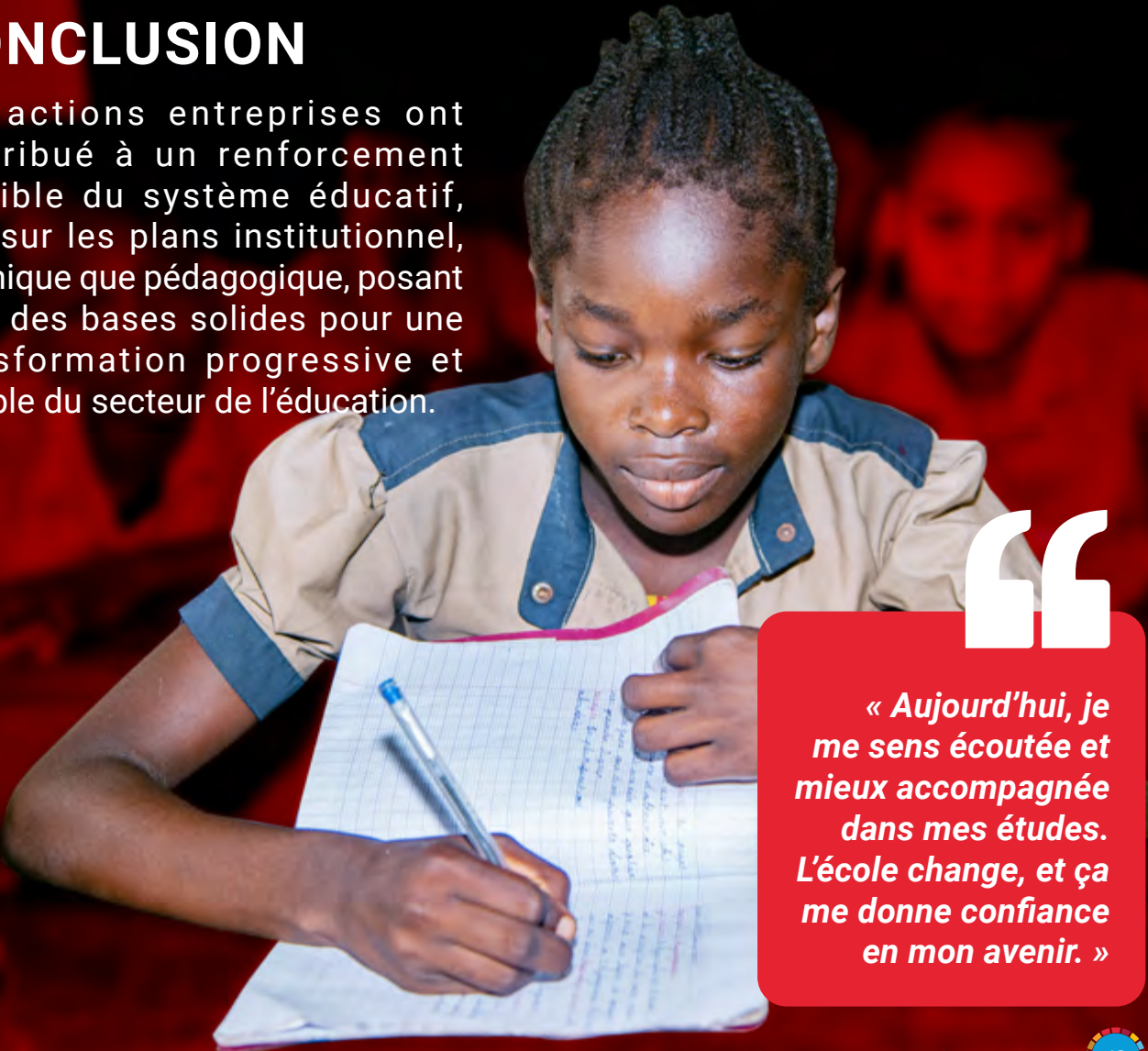
L’institutionnalisation des dispositifs de gestion des risques, l’intégration des formations dans les cadres nationaux de développement des compétences, ainsi que le déploiement de systèmes d’information digitalisés, constituent des leviers structurants pour accroître la résilience et la performance du système éducatif.

Les progrès observés traduisent un renforcement tangible des capacités institutionnelles, techniques et pédagogiques, confirmant la capacité du système éducatif à s’adapter et à se transformer progressivement

CONCLUSION

Les actions entreprises ont contribué à un renforcement tangible du système éducatif, tant sur les plans institutionnel, technique que pédagogique, posant ainsi des bases solides pour une transformation progressive et durable du secteur de l’éducation.

© By ONU Congo



« Aujourd’hui, je me sens écoutée et mieux accompagnée dans mes études. L’école change, et ça me donne confiance en mon avenir. »



EFFET 3 : SANTÉ, WASH ET PROTECTION SOCIALE

AGENCES IMPLIQUÉES



D'ici 2026, les populations ont un accès équitable à des paquets de soins et de services essentiels de santé (y compris la nutrition, le VIH, l'eau, l'hygiène et l'assainissement), à une sécurité sociale, à un système de protection sociale adéquat pour valoriser le capital humain et garantir le dividende démographique.

SYSTÈME DE SANTÉ



+1 300 Agents formés
Renforcement des capacités en PCI et gestion des déchets

QUALITÉ & CONTINUITÉ DES SOINS



61 sites eSIGL opérationnels

Système de laboratoire nationale renforcé

Milliers de patients pris en charge, dont des réfugiés



Amélioration de la continuité des services :

✓ Santé maternelle et reproductive
en 2021
445 décès / 100 000 naissances vivantes
304 en 2023

✓ Vaccination
7 581 enfants zéro récupérés



GRATUITÉ MAINTENUE

Tuberculose et VIH :
220 000 personnes prises en charges
(143 744 femmes et 3 000 enfants)

NUTRITION

Couverture PCIMA

40 % → **63,5 %**



200 agents formés

2 000 mères mobilisées
(Maman MUAC)

Introduction du LQAS pour renforcer la redevabilité



Prévention de la malnutrition:

36 294 enfants / **38 534** femmes **atteints**

MAS : 7 253 enfants

RÉPONSE AUX URGENCES



Assistance ciblée aux ménages vulnérables (inondations, choléra)

Maintien des services essentiels et des moyens d'existence

75 000 personnes ont bénéficié d'un accès rapide aux soins dans les zones affectées

Mise en place de:

✓ **4** unités de traitement du choléra
✓ **104** équipements stratégiques
(camions, incinérateurs, matériels informatiques)

RÉSILIENCE & PROTECTION SOCIALE



Relance agricole et soutien aux coopératives

Développement de l'aquaculture familiale

Programme agroforestier PROREP :
+10 000 bénéficiaires

ACCÈS ÉQUITABLE AUX SERVICES ESSENTIELS



Amélioration de la SSR

Accès aux kits de dignité

Prise en charge des urgences obstétricales en zones enclavées

RÉSILIENCE & PROTECTION SOCIALE



Lancement du programme FGVC/FLEGT
Gestion durable des terres, reboisement, emplois verts

Renforcement de la coordination nationale

Adoption des lignes directrices OECM

Intégration accrue : santé, nutrition, climat, cohésion sociale

Tableau 12: Indicateurs liés à l'Effet 3

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Couverture de la population en soins et services essentiels de santé (y compris la nutrition) [désagré par sexe et âge]. Indice de CSU	68	73	75
IE 2 : Taux de mortalité maternelle (ODD3.1-1)	262	320	260
IE 3 : Taux de mortalité néonatale	18.2	18	17.73
IE 4 : Taux de mortalité infantile	29.37	41	29.9
IE 5 : Couverture vaccinale complète ou en DTC3	83%	85%	87%
IE 6 : Prévalence de la malnutrition	Aigue : 8% Chronique : 21%	Aigue : 6% Chronique : 20%	Aigue : 5,2% Chronique : 19,6%
IE 7 : Proportion de nouvelles infections à VIH pour 1000 personnes séronégatives (par sexe, âge et principaux groupes de populations) (ODD3.3-1)	2	2	1,7
IE 8 : Décès liés au VIH/SIDA	6 273		6 017
IE 9 : Taux de défécation à l'air libre	8.4%	6%	8,3%



Produit 3.1 : Le système sanitaire dispose des capacités techniques et opérationnelles renforcées pour assurer la promotion des comportements favorables à la santé y compris la SSR, à la lutte contre les VBG, à la nutrition, à l'hygiène, à l'assainissement, à la lutte contre le VIH/SIDA et à la tuberculose.



En 2025, des réformes majeures ont renforcé la performance du système de santé congolais :

RÉFORMES & GOUVERNANCE

- Mise en place de la CAMU
- Adoption de la stratégie nationale de qualité des soins
- Mise en place de la stratégie de financement de la santé
- Renforcement des directives nationales et des groupes techniques

ACCÈS AUX SOINS

-  10 556 personnes prises en charge gratuitement (soins communautaires)
-  Gratuité maintenue pour tuberculose et VIH
-  32 327 personnes soignées via cliniques mobiles (zones reculées)

VACCINATION

- Élaboration de la stratégie 2026–2030
- Introduction de nouveaux vaccins
- Création d'un groupe technique consultatif

SANTÉ REPRODUCTIVE & VBG

1 109
 survivantes prises en charge

262 160
 femmes et adolescentes bénéficiaires de services essentiels

QUALITÉ & PERFORMANCE

- Amélioration des données sanitaires et digitalisation logistique
- Baisse documentée de la mortalité : maternelle, néonatale et infantile
- Meilleur accès aux intrants vitaux et équipements

NUTRITION



RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

Approche Mavimpi Ya Mbote :

SNNE : 46 % → 72 % | SONUB : 48 % → 73 %

200 agents + 200 relais formés

71 510 enfants dépistés

IMPACT COMMUNAUTAIRE

 78 128 personnes sensibilisées

Renforcement de la résilience, cohésion sociale et comportements favorables à la santé

Tableau 13: Indicateurs liés à l'Effet 3

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Proportion de DS renforcée ayant une couverture vaccinale en Penta 3 ≥ 80%	61%	70%	85%
IE 2 : Taux de dépistage du VIH/SIDA1-1)	36%	40%	40%
IE 3 : Proportion de cas de malnutrition aiguë dépistés (Malnutrition aiguë modérée et malnutrition aiguë sévère) et pris en charge	76%	80%	45%
IE 4 : Nombre de nouvelles acceptantes des méthodes contraceptives dans les DS renforcés	61 977	100 000	89 781



Produit 3.2 : Le système sanitaire y compris en milieux éducatif et du travail, dispose des capacités techniques et opérationnelles renforcées pour offrir des paquets complets de soins et services essentiels intégrés de santé/nutrition, planification familiale ainsi que l'accès équitable et sans discrimination aux services de lutte contre le VIH/Sida notamment aux plus vulnérables.



Renforcement stratégique du système de santé

En 2025, le système de santé du Congo a connu des avancées majeures grâce à l'appui du SNU. Plusieurs documents stratégiques essentiels ont été élaborés (cancers, insuffisance rénale, diabète, drépanocytose, PEN Plus). Les capacités des prestataires ont été renforcées, avec la formation de plus de **796 professionnels** et l'équipement de **21 structures**.



Résultats clés en santé communautaire et nutrition

Des actions ciblées du Fonds Mondial ont amélioré la prise en charge des MST et du VIH/TB, avec un accès gratuit renforcé et des performances communautaires dépassant 100 %. Plus de **68 000 élèves** ont été déparasités, **7 475 personnes dépistées** pour la THA et **135 765 personnes** ont bénéficié de kits de santé reproductive.

En nutrition, l'approche Mavimpi Ya Mbote a permis un taux de guérison exceptionnel de 95 % pour la MAS, sans aucune rupture de stock. Les innovations communautaires ont intensifié le dépistage et les références des enfants malades notamment 21 506 cas de paludisme, 11 873 cas de diarrhée, et 17 569 cas de pneumonie.



Progrès vers la couverture sanitaire universelle

La vaccination de routine s'est améliorée, avec une réduction significative des enfants zéro dose (7 581). L'accès équitable aux soins a progressé grâce à la mise en place de la CAMU, aux campagnes multisectorielles (10 556 bénéficiaires) et à la prise en charge qualifiée de **2 849 accouchements** dans les zones inondées.



Malgré des défis persistants, les capacités, la résilience et l'intégration des services se sont nettement renforcées, rapprochant le pays de la couverture sanitaire universelle.

Tableau 14: Indicateurs liés du produit 3.2

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Couverture de femmes enceintes bénéficiant d'au moins 4 contacts de suivi prénatal (SPN4)	47%	60%	7708
IE 2 : Couverture de l'utilisation du Partogramme lors de l'accouchement	67%	75%	ND
IE 3 : Couverture PTME des femmes enceintes	30%	50%	42%



“Aujourd’hui, les services de santé sont plus accessibles et mieux organisés, que ce soit à l’école ou au travail.”



Produit 3.3 : Le système sanitaire dispose des capacités techniques et opérationnelles renforcées en gestion des épidémies et autres urgences pour une meilleure sécurité sanitaire et une protection sociale des populations.

En 2025, le SNU a renforcé la préparation et la riposte du Congo face aux épidémies et aux inondations, en appuyant simultanément les capacités nationales, la logistique sanitaire et la coordination multisectorielle. Plus de 1 800 agents de santé et communautaires ont été formés sur le choléra, le Mpox, le PCI, le WASH, la gestion des déchets biomédicaux et la surveillance épidémiologique, tandis que 60 agents SURGE ont été déployés dans huit départements.

L'appui opérationnel s'est traduit par la remise de 14 tonnes de médicaments et équipements, la construction de quatre unités de traitement du choléra, le déploiement de douze incinérateurs, quatre camions de gestion des déchets, l'optimisation de vingt plateformes GeneXpert et la sécurisation du transport des échantillons Mpox.

Les actions de mobilisation sociale ont permis de sensibiliser plus de 155 000 personnes aux risques sanitaires et 40 586 sur le Mpox, en s'appuyant sur 200 relais communautaires et des équipes de riposte rapide.

Au total, 54 701 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services WASH, et 20 000 personnes affectées par les inondations ont reçu une assistance multisectorielle incluant des intrants de santé et de nutrition.

Le SNU a par ailleurs consolidé les deux fronts critiques de sécurité sanitaire : la prévention des zoonoses à travers une surveillance couvrant 70 % du territoire et un réseau de 40 spécialistes, et la sécurité alimentaire via la mise en œuvre de normes nationales alignées au Codex. L'adoption du Plan stratégique PCI 2026–2030 et les avancées du plan national One Health ont renforcé la résilience nationale.

Enfin, un dispositif intégré de résilience communautaire couvrant 30 000 km² et 260 villages a amélioré la surveillance des zoonoses, l'alerte précoce et la continuité des services essentiels, renforçant la cohésion sociale dans les zones les plus vulnérables.

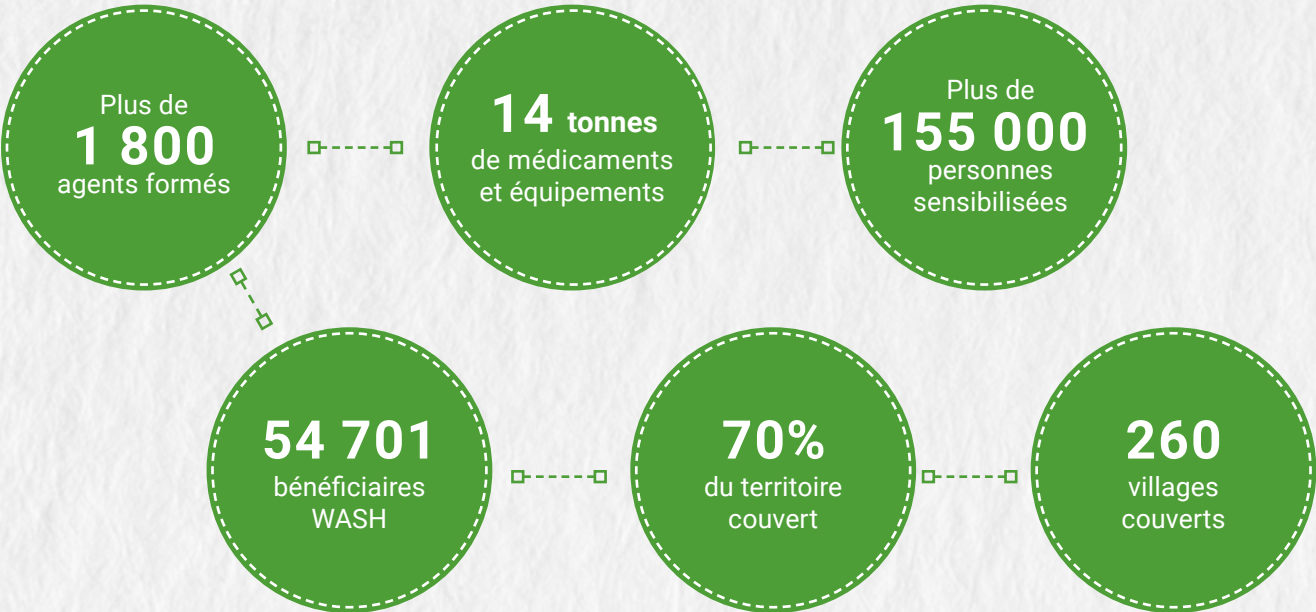


Tableau 15: Indicateurs liés du produit 3.3

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre de DS ayant bénéficié de formations sur la préparation à la réponse aux urgences	52	52	52
IE 2 : Proportion d'urgences/événements de santé publique détectés dans les délais requis et gérés avec la coordination du centre des opérations d'urgences de santé publique selon l'approche «One Health»	ND	100%	100%
IE 3 : Proportion de DS qui ont pré-positionné des intrants pour la réponse aux urgences, y compris DMU SR	0	75 %	38 %



Produit 3.4 : L'offre de services en eau potable, en hygiène et assainissement, gérée en toute sécurité et de façon équitable, est accrue en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes.

En 2025, l'accès équitable aux services WASH s'est renforcé au Congo grâce aux actions conjointes du SNU et du gouvernement. Au total, 14 788 élèves ont bénéficié d'infrastructures sûres dans 32 écoles, tandis que 16 810 personnes ont acquis un accès durable à l'assainissement via l'ATPC. La gestion des déchets biomédicaux s'est nettement améliorée avec l'installation de 12 incinérateurs, 4 camions de collecte et la formation de 588 agents. Parallèlement, des systèmes d'eau potable à énergie solaire ont permis d'alimenter 11 450 élèves dans les Plateaux et la Cuvette.



Première évaluation des impacts climatiques sur les enfants

L'année a également marqué une avancée majeure pour l'action climatique en faveur des enfants, avec la finalisation de la Climate Landscape Analysis for Children (CLAC), première évaluation officielle des impacts climatiques sur la santé, l'éducation, la nutrition et les services EAH.



Avancées en assainissement et gouvernance du secteur WASH

Au niveau communautaire, 30 villages ont été certifiés fin de défécation à l'air libre dans la Bouenza, et 500 kits d'hygiène menstruelle ont été distribués pour renforcer la dignité et l'équité. Sur le plan institutionnel, l'élaboration de la Politique nationale de l'assainissement 2026–2030, du WASH Account et de nouvelles normes nationales a consolidé les fondations d'une gouvernance sectorielle modernisée.



Élaboration du profil national de sécurité et santé au travail

Enfin, dans le domaine du travail, le Congo a franchi une étape clé en élaborant son Profil national de sécurité et santé au travail, engagement majeur faisant suite à la ratification de la Convention 155 de l'OIT.

Tableau 16: Indicateurs liés du produit 3.4

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : % de personnes pratiquant encore la défécation en plein air	8.4	6%	8.3%
IE 2 : Nombre de personnes additionnelles vivant dans des communautés certifiées sans défécation à l'air libre (FDAL)	21 965	10 000	16 810
IE 3 : Nombre d'hommes et de femmes, de filles et de garçons, qui ont eu accès à des services d'assainissement de base	33 544	100 800	31 598
IE 4 : Nombre de personnes ayant reçu des fournitures et des services essentiels en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (y compris les articles d'hygiène)	800	2 000	54 701





Produit 3.5 : Les services de protection sociale disposent des capacités techniques et opérationnelles renforcées pour assurer la protection sociale des populations en particulier les plus vulnérables.

490

LEADERS COMMUNAUTAIRES FORMÉS

Le SNU et le gouvernement ont renforcé la chaîne pénale et sociale pour mieux protéger les enfants et lutter contre les VBG. À Brazzaville, les capacités de la police, de la gendarmerie, des magistrats et des services sociaux ont été consolidées, tandis que 490 leaders communautaires ont été formés pour promouvoir l'égalité de genre et prévenir les violences.

+72 000

PERSONNES VULNÉRABLES ASSISTÉES

Les actions de protection sociale ont permis d'assister plus de 72 000 personnes vulnérables, dont des réfugiés et des ménages affectés par les inondations. L'alimentation scolaire a soutenu 126 000 écoliers dans 452 écoles, contribuant à la rétention scolaire et au développement local via le modèle HGSE.

≈40

SPÉCIALISTES MOBILISÉS

Le SNU a également appuyé la gouvernance nutritionnelle, alimentaire et One Health à travers un mécanisme national de coordination, l'adoption de normes obligatoires et l'opérationnalisation d'un réseau d'environ 40 spécialistes pour la détection précoce des risques zoonotiques.

126 000

ÉCOLIERS BÉNÉFICIAIRES

452

ÉCOLES CONCERNÉES



Les initiatives de résilience économique ont bénéficié à **48 000 personnes** à travers des **travaux HIMO**, tout en renforçant les infrastructures communautaires et les moyens d'existence agricoles dans les zones rurales et périurbaines.

Enfin, la coordination multisectorielle renforcée entre les secteurs de l'éducation, de la protection sociale, de la nutrition et des systèmes alimentaires a permis une meilleure cohérence des politiques publiques, favorisant une inclusion accrue et un environnement institutionnel plus protecteur et équitable.

Tableau 17: Indicateurs liés du produit 3.5

Indicateur	Valeurs /Baseline 2024	Valeurs /Cible 2025	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre des structures de protection sociale disposant des capacités techniques et opérationnelles renforcées	DN	DN	DN
IE 2 : Nombre des filles, des femmes, des garçons et hommes victimes des violences y compris des VBG identifiés et pris en charge par les services de santé, de travail social, judiciaires/d'application de la loi, y compris par des ONG, OSC et des structures communautaires soutenus par le SNU	4 695	6 000	3 546
IE 3 : Nombre d'institutions gouvernementales -y compris judiciaires-, communautaires, ONG et OSC ayant bénéficié de renforcement de capacités pour la prévention et la PEC multisectorielle des VBG et pratiques néfastes	49	80	18
IE 4 : Nombre de leaders communautaires ayant bénéficié de renforcement de capacités en promotion du genre, la masculinité positive, et la lutte contre les VBG	DN	DN	490
IE 5 : Nombre de personnes vulnérables bénéficiant de transferts monétaires/intrants en nature	5 000	5 000	72 491
IE 6 : Proportion des personnes vulnérables demandeurs d'aide bénéficiant d'appui aux activités génératrices de revenus	300	300	350

LEÇONS APPRIS

Les enseignements montrent que la formation interinstitutionnelle et pratique améliore la compréhension des rôles, la coordination et la prise en charge intégrée. L'ancrage institutionnel est essentiel : intégrer les modules dans les écoles professionnelles et les plans nationaux renforce la durabilité des compétences.

La collaboration multisectorielle, la mutualisation des ressources et les réunions régulières de coordination ont permis d'améliorer les réponses aux crises sanitaires, notamment lors du choléra. Par ailleurs, le suivi, la supervision et les mécanismes de redevabilité sont indispensables pour assurer la cohérence des pratiques.

Les expériences démontrent que la transformation des services (santé maternelle, nutrition, protection) repose sur un leadership fort, des partenariats stratégiques, des approches communautaires (ex. Maman MUAC, Écoles de Maris) et une méthodologie d'amélioration continue.

Enfin, les interventions montrent clairement que la résilience des systèmes dépend du renforcement institutionnel, de l'intégration entre les approches humanitaires et de développement et de la prise en compte accrue des risques climatiques et des besoins structurels en WASH.

CONCLUSION

Les progrès réalisés en 2025 témoignent de la résilience des systèmes de santé, de protection sociale, de nutrition, d'approvisionnement en eau et d'assainissement face aux multiples crises humanitaires – notamment les inondations et les épidémies (Mpox, choléra, Rougeole), malgré la persistance de contraintes structurelles, financières et institutionnelles.

«On sent une amélioration des services et du soutien, même si des défis persistent. Aujourd'hui, on se sent mieux accompagnés.»



EFFET 4 : DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

■ AGENCES IMPLIQUÉES



World Food Programme



D'ici 2026, les populations les plus défavorisées dans les zones ciblées mettent en œuvre des activités économiques diversifiées, durables et résilientes au changement climatique, créatrices d'emplois divers décents et génératrices de revenus dans les domaines de l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et l'écotourisme, en respectant les normes environnementales.



726 producteurs de haricot et de manioc ont été formés sur les itinéraires techniques, la conservation des semences, la gestion intégrée des ravageurs, la transformation, la mécanisation et la gestion post récolte.



1 662 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé (coaching, orientation, compétences pour l'emploi, stage) incluant **145 jeunes** à travers le programme **STAGI**.



2 800 jeunes et **femmes** ont renforcé leurs compétences pour développer des activités économiques dans les chaînes de valeur locales, grâce au programme d'entrepreneuriat chrétien **GENIUS**.

Tableau 18: Indicateurs liés à l'Effet 4

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Taux de chômage des jeunes (15 ans et plus)	30.5 (2015)	24	42.0%
IE 2 : Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans et par sexe) non scolarisés et sans emploi ni formation (ODD8.6-1)	17.9 (2015)	14	ND
IE 3 : Prévalence de la sous-alimentation (ODD2.1-1)	27.5 (2019)	26.2	26.4
IE 4 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (désagrégé par sexe, âge et zone géographique)	46.5 (2019)	38	46.5%



PRODUIT 4.1

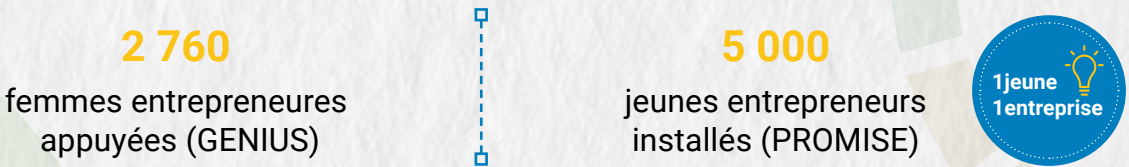
Produit 4.1 : Les PME/PMI et les organisations de producteurs et les communautés disposent des capacités de production renforcées (technique, équipements modernes, infrastructures) et un accès accru à des services financiers pour mettre en œuvre des activités économiques diversifiées et durables.

En 2025, les actions conjointes du SNU et du Gouvernement ont généré des résultats concrets dans le secteur productif :

PRODUCTION AGRICOLE RENFORCÉE



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE



TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE



PÊCHE & AQUACULTURE

77 acteurs formés pour le développement d'une aquaculture durable

INVESTISSEMENTS & FINANCEMENT

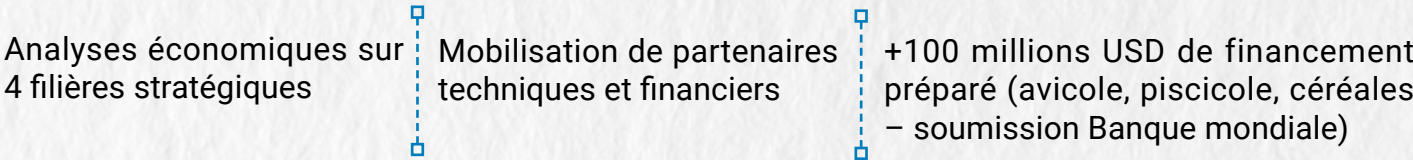


Tableau 19: Indicateurs liés du produit 4.1

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre des PME/PMI et de producteurs bénéficiaires mettant en œuvre des activités économiques diversifiées et durables.	3 778	5 132	4 681



© By PNUD Congo

PRODUIT 4.2



Produit 4.2 : Les femmes, les jeunes et les personnes les plus vulnérables et celles vivant dans les zones rurales les plus reculées disposent des compétences nécessaires pour améliorer leur employabilité dans les secteurs porteurs de la diversification économique.



- 12 000 jeunes mobilisés
- 5 000 entreprises formalisées
- 2 800 personnes formées

Le SNU a renforcé l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au Congo. 1 662 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé, et 145 ont effectué un stage via le programme STAGI. Le programme multisectoriel intégré de soutien à l'entrepreneuriat (PROMISE), l'initiative Un jeune, une entreprise a mobilisé plus de 12 000 jeunes et permis la création et la formalisation de 5 000 entreprises, tandis que 2 800 jeunes et femmes ont été formés à l'entrepreneuriat via le programme GENIUS.



- 64 plans d'affaires élaborés
- 258 producteurs accompagnés dans le Pool et la Bouenza

Les capacités techniques ont été renforcées par l'élaboration de 64 plans d'affaires de MPME via Rural Invest et la montée en compétences des conseillers d'UNICONGO et de l'ADPME à travers la méthodologie GERME. Cette dynamique a permis d'accompagner 258 petits producteurs dans le Pool et la Bouenza.



- 82 acteurs formés
- 141 agripreneurs incubés
- 4 filières consolidées

La professionnalisation de l'écosystème entrepreneurial s'est accrue grâce à la formation de 82 acteurs aux outils UTIDA et Rural Invest, ainsi qu'à l'incubation de 141 agripreneurs intervenant dans la transformation, les cultures vivrières, le maraîchage et la production d'aliments de bétail, consolidant la diversification économique locale.



- 37 jeunes formés à la médiation culturelle et à la gestion d'institutions

Enfin, dans le secteur de l'écotourisme, 37 jeunes ont été formés aux métiers muséaux (médiation culturelle, gestion d'institutions), ouvrant de nouvelles opportunités professionnelles dans le tourisme culturel et contribuant au développement socio-économique local.

Tableau 20: Indicateurs liés du produit 4.2

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre de jeunes disposant des compétences renforcées dans les secteurs porteurs	546	18 624	17 527
IE 2 : Nombre de jeunes disposant des compétences renforcées ayant créés des TPE	115	5 242	5 115



Produit 4.3 : Les institutions gouvernementales et paraétatiques d'appui disposent des capacités techniques et financières améliorées leur permettant de renforcer les capacités techniques, la productivité et la résilience économique des PME/PMI et les organisations de producteurs dans le respect des normes environnementales et de leur fournir des services de protection sociale de qualité adaptés.

En 2025, des avancées structurantes ont renforcé les capacités institutionnelles et la gouvernance du secteur agricole :

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES

- 15 agents formés (production de vitroplants de manioc – CDTA)
- Équipements de laboratoire fournis à l'INRA et aux acteurs agricoles
- 20 motos et 30 tablettes déployées

Appui technique renforcé aux MPME rurales

TRANSITION DURABLE

- Intégration de pratiques agricoles durables
- Renforcement du rôle des parlementaires dans l'adoption de cadres environnementaux
- Alignement sur les objectifs de développement durable

POLITIQUES PUBLIQUES

3 politiques nationales élaborées :



Tableau 21: Indicateurs liés du produit 4.3

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'institutions gouvernementales disposant des capacités techniques et financières renforcées et qui accompagnent les PME/PMI et les organisations de producteurs dans le respect des Normes Environnementales	11	15	14



Produit 4.4 : Les parties prenantes nationales et les populations ont les capacités techniques et organisationnelles pour adopter des pratiques de résilience face aux catastrophes naturelles, y compris préparation, réponse rapide et gestion des effets, de gestion durable et intégrée des ressources naturelles, de la biodiversité et développer des mesures d'adaptation aux effets du changement climatique, ainsi que d'accès aux énergies renouvelables et à des infrastructures d'eau et d'irrigation.

En 2025, le SNU a renforcé la gestion durable des écosystèmes et la résilience climatique à travers des avancées mesurables :

01

CONNAISSANCE & GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

✓ 3 rapports techniques produits (tourbières).

✓ 21 cadres formés au suivi et à la gestion des écosystèmes.

✓ Renforcement des capacités en comptabilisation des GES (finance carbone, norme TREES, données de déforestation).

02

GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

✓ Mise en service du système MRV

✓ Révision du NERF

✓ Organisation du forum FOMADECIE BC

Renforcement du dialogue multi-acteurs

03

POLITIQUES CLIMATIQUES

✓ Validation de cadres stratégiques :
CDN 3.0 | SPANB | SNPGRG

✓ Réalisation d'études sur la vulnérabilité et les savoirs endogènes, CLAC et l'étude sur l'état de la diversification économique en Afrique centrale

04

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

✓ Mesures pour faciliter l'accès à :

- Énergie solaire
- Mini-réseaux

✓ Préparation du pacte « Électricité pour tous »

05

RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES

✓ 4 pépinières nationales réhabilitées

✓ 466 hectares agroforestiers emblavés

✓ Appui à la SNRPC et au plan d'urgence pour les pêches

06

ENGAGEMENT DES JEUNES

✓ 4 000 participants (concours national)

✓ 600 enseignants mobilisés (module pédagogique)

✓ +200 jeunes à la LCOY Congo

✓ 7 jeunes aux forums climatiques internationaux

Tableau 22: Indicateurs liés du produit 4.4

Indicateur	Valeurs /Baseline	Valeurs /Cible 2026	Valeurs /Atteinte 2025
IE 1 : Nombre d'institutions ayant des capacités renforcées qui encouragent / facilitent l'accès aux énergies renouvelables pour un développement intégré et durable	2	5	5
IE 2 : Nombre des ménages bénéficiant d'un accès à une énergie renouvelable et durable	383	683	ND
IE 3 : Superficie des plantations agroforestières créées (ha)	80 (2024)	646	466 ha



LEÇONS APPRIS

La conjoncture économique, tant nationale qu'internationale, qui pèse sur les institutions nationales, a restreint la portée de certains impacts attendus. Cette situation met en exergue la nécessité de renforcer l'accompagnement du Système des Nations Unies afin de soutenir plus efficacement la diversification de l'économie nationale, notamment à travers des appuis techniques ciblés et la mise à disposition d'intrants adaptés. Par ailleurs, la complexité logistique inhérente aux interventions à grande échelle souligne l'importance d'une planification rigoureuse, adossée à des mécanismes opérationnels conjoints, solides et coordonnés. L'expérience acquise révèle également que l'hétérogénéité des capacités des groupements bénéficiaires requiert un accompagnement différencié et progressif, favorisant une appropriation durable des pratiques promues. Dans ce contexte, l'élargissement de l'accès au

microfinancement, conjugué au renforcement de l'éducation financière, constitue un levier déterminant pour l'autonomisation économique des jeunes, des femmes et les populations rurales. En outre, une meilleure articulation entre la recherche scientifique, le renforcement des compétences techniques et la collecte systématique de données s'avère indispensable pour assurer une gestion durable des écosystèmes sensibles, en particulier les tourbières. Enfin, le renforcement des capacités institutionnelles, tant en ressources humaines qualifiées dans le secteur de la diversification de l'économie qu'en outils innovants adaptés au contexte, demeure essentiel pour améliorer la performance opérationnelle des structures appuyées et garantir une gestion efficace et de qualité des mandats qui leur sont confiés.

CONCLUSION

Les résultats enregistrés en 2025 confirment que la volonté politique, associée à des approches intégrées combinant formation, appui logistique, coordination institutionnelle et renforcement des capacités nationales - y compris en matière d'action climatique - constitue un levier essentiel pour consolider durablement les acquis et accroître l'impact des interventions. Toutefois, la persistance de contraintes logistiques, l'hétérogénéité des capacités institutionnelles et le manque de données fiables rappellent la nécessité de maintenir, d'intensifier et de mieux cibler les efforts engagés afin de renforcer la résilience des communautés face aux chocs climatiques et économiques.



« Grâce aux formations et à l'accompagnement, j'ai pu développer mon activité et explorer de nouvelles opportunités. Mais pour aller plus loin, on a encore besoin de plus de moyens et de soutien. »

En 2025, le SNU disposait d'un total de 81 184 814 de dollars américains pour ses agences et budgets programmes. Au moment de la rédaction du présent rapport, le SNU fait état de dépenses s'élevant à 64 459 183 de dollars américains. Les tableaux et les graphiques ci-dessous présentent les ressources financières du SNU en République du Congo. Ces chiffres sont préliminaires, déclarés par les agences présentes dans le pays et certifiés.

Graphique 2: Évolution des ressources financières 2024-2025, US\$ millions

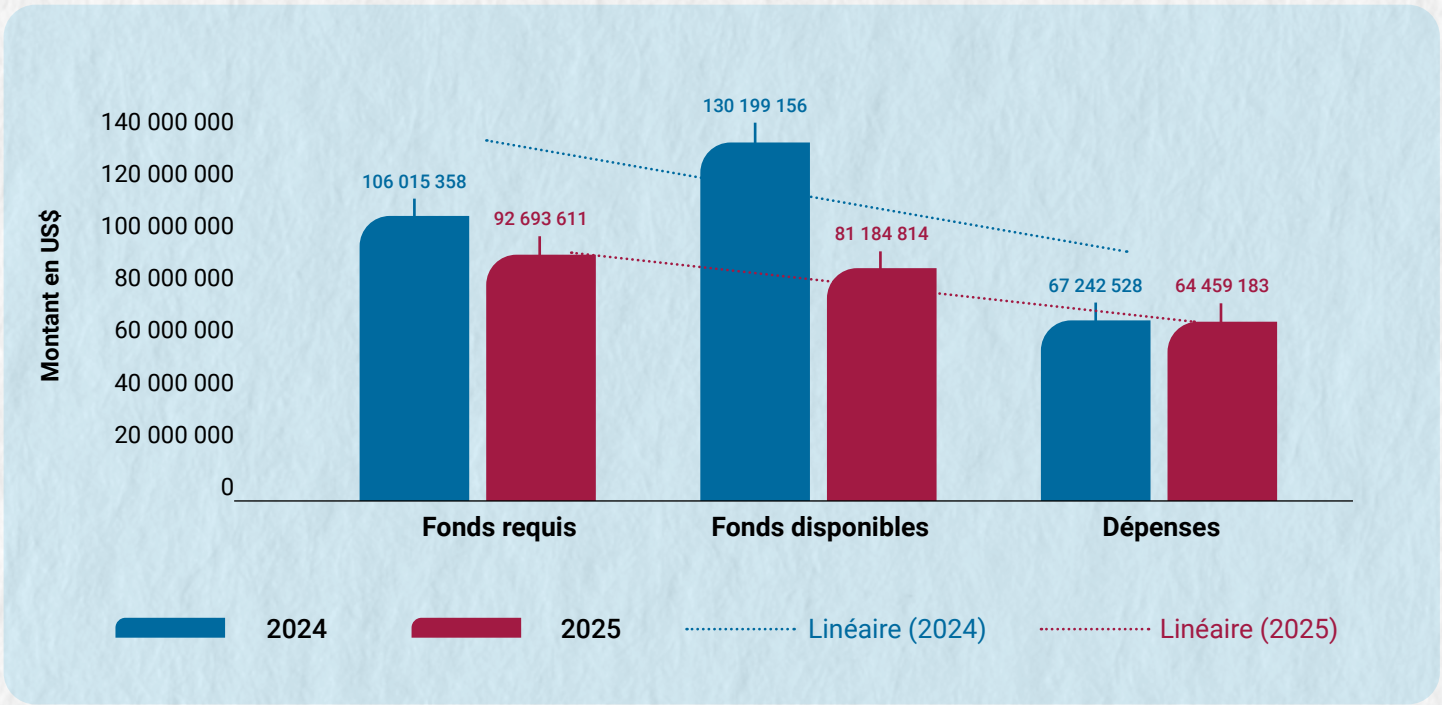


Tableau 23: Ressources financières par effet (outcome) en 2025

**EFFET 1:**

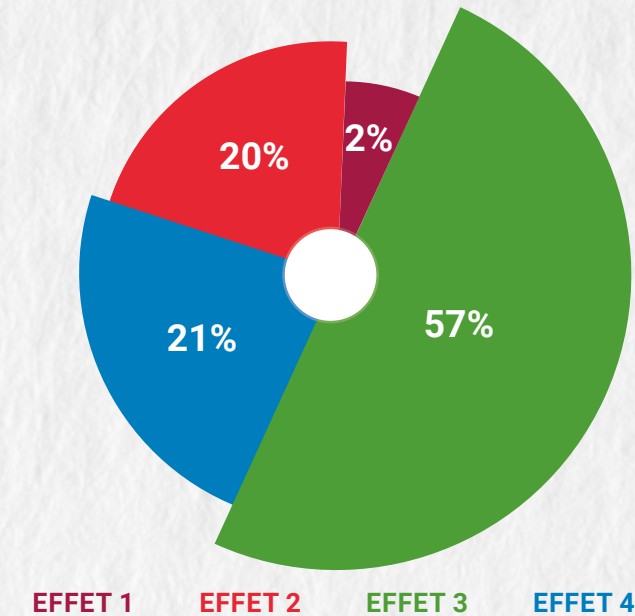
**EFFET 2:**

**EFFET 3:**

**EFFET 4:**

	GOVERNANCE	EDUCATION	SANTÉ	DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE	TOTAL
BUDGET PRÉVU (US\$)					
Total Ressources	3,461,232	26,445,926.23	46,021,875.61	16,764,576.91	92,693,611
Ressources ordinaires	1,899,732	922,197.82	2,947,403.82	9,145,591.87	14,914,926
Ressources mobilisées	131,000	17,404,061	24,775,685	7,510,474.34	49,821,220
RESSOURCES ALLOUÉES (US\$)					
Total Ressources	1,633,886	16,367,118.56	40,383,312.94	22,800,495.81	81,184,814
Ressources ordinaires	1,882,886	533,756.45	2,783,561.45	5,131,790.51	10,331,995
Ressources mobilisées	111,000	9,600,875.87	26,163,262.53	7,078,819.00	42,953,957
RESSOURCES DÉPENSÉES (US\$)					
Total Ressources	1,575,219	12,882,022.00	36,339,785.12	13,662,156.50	64,459,183
Ressources ordinaires	1,825,219	533,756.45	2,770,479.45	6,019,965.12	11,149,420
Ressources mobilisées	110,000	6,109,727.47	27,640,785.55	6,777,930.34	40,638,443

Graphique 3: Répartition des ressources totales dépensées (%) par effet



Le graphique ci-contre met en évidence que 57% des dépenses du Système des Nations Unies ont été consacrées aux interventions prioritaires en santé, nutrition, protection sociale et WASH (Effet 3), en cohérence avec les objectifs de renforcement du bien-être des populations et du capital humain. Par ailleurs, 2% des ressources ont appuyé le Gouvernement dans l'amélioration de la gouvernance (Effet 1).

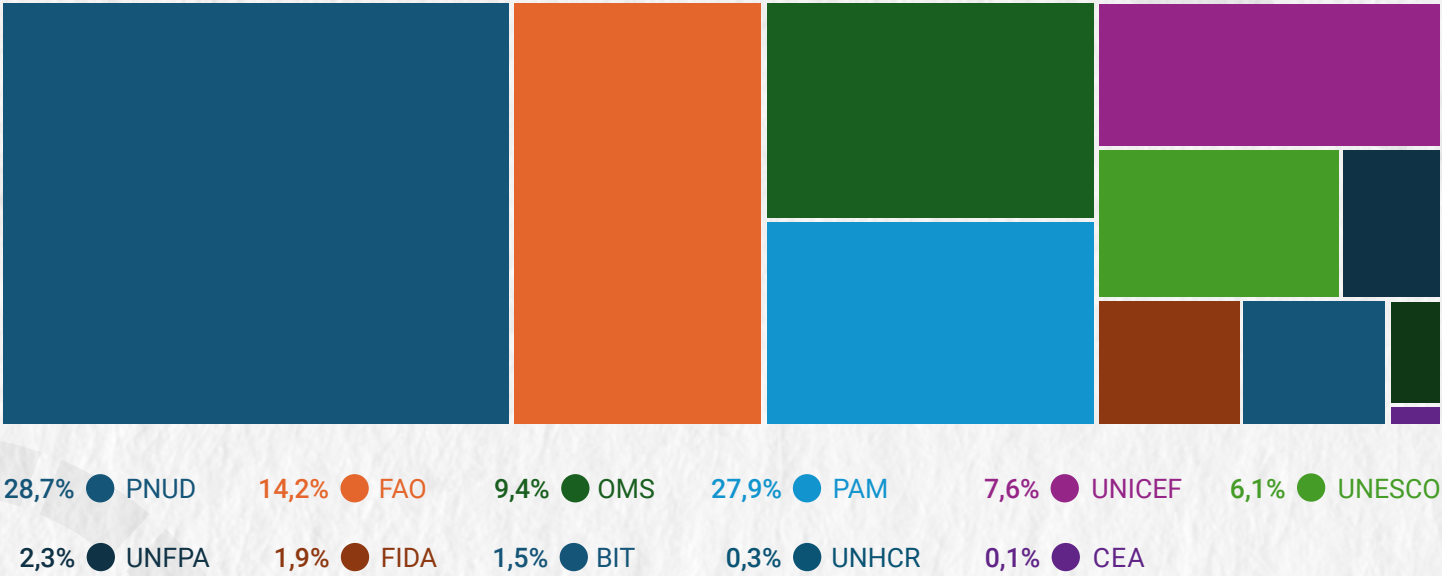
Tableau 24: Ressources financières par agence en 2025

AGENCE	BUDGET PRÉVU (US\$)			RESSOURCES ALLOUÉES (US\$)		
	Total Ressources	Ressources ordinaires	Ressources mobilisées	Total Ressources	Ressources ordinaires	Ressources mobilisées
PNUD	21,831,192	1,370,000	19,692,845	14,028,218	1,100,391	13,435,281
UNFPA	1,532,814	1,497,051	35,763	1,532,814	1,497,051	35,763
FAO	10,024,698	5,048,132	4,976,565	9,480,600	4,150,600	5,330,000
UNHCR	-	-	-	196,015	196,015	-
UNICEF	8,227,628	1,844,396	6,743,232	4,923,552	1,230,711	4,052,841
UNESCO	14,908,445	290,000	14,618,445	6,413,274	160,000	6,253,274
PAM	27,549,118	-	-	37,515,795	-	8,749,479
FIDA	2,908,120	2,908,120	-	-	-	-
OMS	4,738,778	1,757,227	2,981,551	6,081,727	1,757,227	4,324,500
CEA	-	-	-	40,000	40,000	-
BIT	972,819	200,000	772,819	972,819	200,000	772,819
Total	92,693,611	14,914,926	49,821,220	81,184,814	10,331,995	42,953,957

RESSOURCES DÉPENSÉES (US\$)		
Total Ressources	Ressources ordinaires	Ressources mobilisées
18,503,648	1,100,391	18,103,257
1,458,826	1,426,302	32,524
9,159,912	3,830,800	5,329,111
196,015	196,015	-
4,923,552	1,230,711	4,052,841
3,939,159	160,000	3,779,159
17,985,830	-	4,254,511
1,207,974	1,207,974	-
6,071,448	1,757,227	4,314,221
40,000	40,000	-
972,819	200,000	772,819
64,459,183	11,149,420	40,638,443



Graphique 4: Répartition des ressources totales dépensées (%) par agence



SOURCES DE FINANCEMENT

En 2025, la mise en œuvre des interventions du SNU en République du Congo s’est appuyée sur un portefeuille de financements diversifiés. Elle a bénéficié des contributions des agences des Nations Unies, mobilisées à travers leurs fonds propres et les budgets destinés aux programmes. À ces ressources se sont ajoutés les appuis bilatéraux et multilatéraux provenant notamment de la Banque mondiale, de l’Union européenne, de la Banque africaine de développement, du Fonds monétaire international, du Fond vert pour le climat, du CAFI et d’autres partenaires techniques et financiers. Le Gouvernement

congolais a également contribué au financement des priorités nationales alignées sur les interventions du SNU, complété par d’autres mécanismes nationaux de mobilisation de ressources. Par ailleurs, des partenariats public privé et plusieurs solutions de financement innovantes ont renforcé la portée des actions menées. Enfin, les initiatives climatiques ont pu s’appuyer sur le Fonds vert pour le climat ainsi que sur différents instruments dédiés au financement de l’action climatique, ce qui a permis d’intensifier les efforts en matière de résilience et de transition écologique.



EFFET 1 :

Gouvernance

En 2026, les priorités visent à moderniser et renforcer la gouvernance publique. Les axes clés portent sur :

- la digitalisation accélérée et l'interopérabilité des systèmes d'information ;
- le renforcement durable des capacités humaines, techniques et organisationnelles aux niveaux central et local ;
- une appropriation nationale, développement local et une participation communautaire accrues ;
- le renforcement du leadership féminin, autonomisation des femmes et cohésion sociale ;
- le plaidoyer pour le respect des opérations de collecte de données intercensitaire ;
- la transparence, redevabilité et lutte contre les antivaleurs.

Le SNU accompagnera le gouvernement dans ses efforts afin d'accélérer la construction d'une gouvernance efficace, inclusive et résiliente à l'horizon 2026.

EFFET 3 :

Santé, WASH et Protection sociale

Les perspectives pour l'année prochaine portent sur :

- une meilleure appropriation institutionnelle et une coordination multisectorielle renforcée ;
- le renforcement continu des compétences et la stabilisation des ressources humaines ;
- une mobilisation accrue des ressources publiques, privées et communautaires appuyée par des données fiables ;
- l'accélération des réformes en santé, nutrition et WASH, adaptées aux zones urbaines, rurales isolées et zones exposées aux risques climatiques ;
- une meilleure articulation entre interventions humanitaires et programmes de développement ;
- une participation accrue du secteur privé et des communautés.

Le SNU accompagnera le gouvernement pour consolider les acquis, renforcer la résilience des systèmes sociaux de base et améliorer durablement la réponse aux besoins des populations vulnérables.

EFFET 2 :

Éducation

Pour consolider les acquis, le secteur éducatif se concentrera sur :

- la digitalisation et la production de données plus fiables ;
- le renforcement des capacités locales et institutionnelles ;
- la sécurisation durable du financement du secteur ;
- l'intégration systématique des approches d'inclusion, de bien-être et de protection.

Avec l'appui du SNU, ces orientations permettront au système éducatif congolais d'évoluer vers un modèle plus équitable, résilient et adapté aux besoins de toutes les populations, en particulier les plus vulnérables.

EFFET 4 :

Diversification de l'économie

Les priorités pour 2026 portent sur :

- l'appui à la mise en œuvre des stratégies nationales en biodiversité, gestion des risques et CDN 3.0 ;
- le développement des Zones Agricoles Protégées (ZAP) ;
- l'organisation de la deuxième édition de la Grande Foire Agricole du Congo ;
- le lancement de la décennie africaine et mondiale de l'afforestation et du reboisement ;
- l'extension du microfinancement pour les jeunes, les femmes et des populations rurales ;
- le renforcement des services essentiels et des infrastructures rurales ;
- la contribution à l'amélioration des conditions de vie et à la cohésion sociale ;
- l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes ;
- le soutien aux initiatives entrepreneuriales multisectorielles ;
- la promotion de l'innovation et de la créativité nationale ;
- l'accompagnement des stratégies pour une économie durable et respectueuse de l'environnement ;
- le renforcement de la résilience des populations face aux chocs climatiques et socio-économiques ;
- accompagnement de la politique nationale d'innovation ;
- développement de solutions inclusives et innovantes alignées sur les ODD.

En consolidant ces orientations, la République du Congo sera mieux préparée à renforcer la résilience de ses institutions, à soutenir durablement la diversification de son économie et à garantir des résultats plus inclusifs au bénéfice des populations.



Crédits photos :

© ONU Congo : pages 7, 13, 38, 43, 56, 72
© PNUD Congo : pages 1, 35, 39, 41, 51, 58, 60, 64, 65
© OMS Congo : pages 21, 48, 49, 52
© WFP Congo : pages 23, 27, 33
© UNICEF Congo : pages 28, 53
© UNESCO Congo : pages 2, 66
© FAO Congo : page 7
© FNUAP Congo : page 46
© Freepik : page 36



**NATIONS
UNIES**
RÉPUBLIQUE
DU CONGO
.....



Cliquez pour
voir la video

CONTACT:

**BUREAU DU COORDONNATEUR RÉSIDENT
DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO**

Avenue du Maréchal Foch, 99324 Brazzaville
République du Congo

+242 06 661 20 68

@UN_Congo

UNRepduCongo

Nations Unies en République du Congo